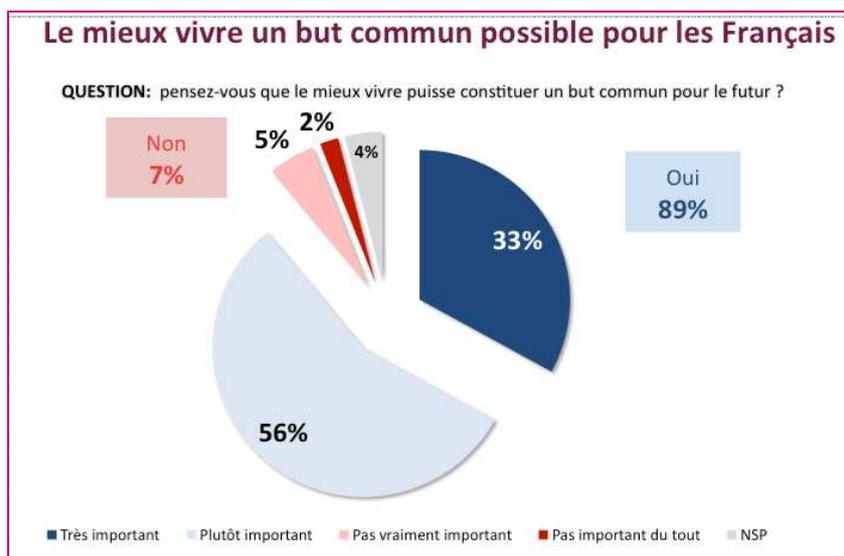


# LES INDICATEURS COMPLÉMENTAIRES AU PIB

—

## ÉTAT DES LIEUX ET CHEMINS DE PROGRÈS



1<sup>er</sup> octobre 2012

« Le désir de vivre heureux ou de bien vivre, de bien agir est l'essence même de l'homme. »  
- Baruch Spinoza



# TABLE DES MATIÈRES

<b>PREAMBULE, SYNTHÈSE ET PRÉCONISATIONS</b>	<b>P.4</b>
Objet de la Fabrique Spinoza	P.4
Trois travaux de recherche sur les indicateurs	P.5
Synthèse du rapport	P.7
13 préconisations	P.10
<b>I. POURQUOI NE PAS SE SATISFAIRE DU PIB ?</b>	<b>P.12</b>
A/ Utilité du PIB	P. 12
B/ Limitations techniques et idéologiques du PIB	P. 12
C/ Quel lien entre PIB et Bien-être ?	P. 15
D/ Qu'en disent les Français ?	P. 17
E/ Les trois chemins à partir du PIB	P. 19
<b>II. QUELLES QUESTIONS POSENT LES NOUVEAUX INDICATEURS ?</b>	<b>P.20</b>
A/ Par-delà la crise, quel modèle ?	P. 20
B/ Qu'est-ce qui compte vraiment ?	P. 20
C/ Peuvent-ils redonner espoir ?	P. 22
D/ Quel mode de consultation ?	P. 23
E/ Indicateurs synthétiques ou tableaux de bord ?	P. 23
F/ Quelle vision du développement durable ?	P. 24
G/ Combien de composantes dans l'indicateur ?	P. 25
H/ Quelle architecture territoriale aux indicateurs ?	P. 25
I/ Le bien commun est-il capturé par les indicateurs ?	P. 26
<b>III. QUELLES RÉPONSES SONT APPORTÉES PAR LES INDICATEURS ?</b>	<b>P.27</b>
A/ Définition possible d'un indicateur	P. 27
B/ Quatre indicateurs notables et leurs limitations	P. 27
1. IDH	
2. Better Life Index	
3. Happy Planet Index	
4. Indice de Santé Sociale Régionale	
C/ Trois sources d'inspirations étrangères	P. 30
1. Royaume-Uni	
2. Suisse	
3. Bhoutan	
D/ Les facteurs clés de succès des indicateurs	P. 35
E/ Un facteur clé saillant : la consultation de la société civile	P. 36
F/ Exemples de bonnes pratiques dans les indicateurs existants	P. 39
G/ Des nouveaux indicateurs de 2 <sup>ème</sup> génération	P. 40

#### **IV. OÙ SE SITUE LA FRANCE SUR LE SUJET DES NOUVEAUX INDICATEURS ? \_\_\_\_\_ P.42**

A/ La Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi et ses suites \_\_\_\_\_ P. 42

1. La Commission Stiglitz
2. Le Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse
3. Le Conseil d'Analyse Economique
4. L'INSEE

B/ Les initiatives internationales \_\_\_\_\_ P. 46

1. L'Europe
2. L'OCDE
3. L'ONU

C/ L'Etat et les collectivités \_\_\_\_\_ P. 49

1. Le Ministère de l'Ecologie, de l'énergie et du Dév. Durable
2. L'Association des Régions de France
3. Midi-Pyrénées
4. Le législatif

D/ Tableau récapitulatif des initiatives \_\_\_\_\_ P. 54

E/ Conclusion : la position de la France \_\_\_\_\_ P. 55

#### **V. QUE FONT LES PAYS ÉTRANGERS SUR LES NOUVEAUX INDICATEURS ? \_\_\_\_\_ P.56**

(Allemagne, Belgique, Suisse, Royaume-Uni, Italie, Espagne, Canada, Australie)

#### **VI. BILAN : QUELLE UTILISATION DES INDICATEURS AUJOURD'HUI \_\_\_\_\_ P.59**

A/ Quels rôles possibles pour les indicateurs ? \_\_\_\_\_ P. 59

B/ Quelle échelle territoriale pour les indicateurs ? \_\_\_\_\_ P. 60

C/ Quelle utilisation effective ? \_\_\_\_\_ P. 62

D/ Quelle articulation entre DD et bien-être ? \_\_\_\_\_ P. 62

E/ Quels blocages à l'utilisation des indicateurs ? \_\_\_\_\_ P. 63

#### **VII. QUEL CHEMIN POUR AVANCER SUR LES NOUVEAUX INDICATEURS: LES PROPOSITIONS DE LA FABRIQUE SPINOZA \_\_\_\_\_ P.65**

Axe 1 – Pédagogie-Médias-Communication \_\_\_\_\_ P. 65

Axe 2 – Leadership-Coordination \_\_\_\_\_ P. 66

Axe 3 – Modèle de développement \_\_\_\_\_ P. 67

Axe 4 – Création de nouveaux indicateurs de 2<sup>ème</sup> génération \_\_\_\_\_ P. 67

Perspective : A quoi ressemblerait finalement un indicateur de 2<sup>ème</sup> génération ? \_\_\_\_\_ P. 69

#### **ANNEXES \_\_\_\_\_ P.71**

Annexe 1 : Liste des personnes auditionnées \_\_\_\_\_ P.71

Annexe 2 : Remerciements \_\_\_\_\_ P.72

Annexe 3 : Liste des postulats idéologiques du système MONET \_\_\_\_\_ P.73

Annexe 4 : Initiative Belge \_\_\_\_\_ P.78

Annexe 5 : Initiative Britannique – zoom méthodologique \_\_\_\_\_ P.81

Annexe 6 : Fiches individuelles de quelques nouveaux indicateurs \_\_\_\_\_ P.83

## PRÉAMBULE, SYNTHÈSE ET PRÉCONISATION

### Objet de la Fabrique Spinoza

« *Le désir de vivre heureux ou de bien vivre, de bien agir est l'essence même de l'homme.* »  
Baruch Spinoza

La Fabrique Spinoza est un *think-tank* politique dont le but est d'organiser et de promouvoir une recherche et une réflexion démocratiques sur le bien être citoyen, puis de formuler des propositions politiques ou citoyennes le favorisant.

Inspirée par la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, la Fabrique Spinoza affirme que le progrès sociétal peut être redéfini et mesuré afin de prendre en compte le bien-être citoyen. Nous croyons en effet que développement économique et bien-être citoyen sont intimement liés et participent d'un même cercle vertueux. En conséquence, la Fabrique Spinoza mène des travaux pour la constitution, le débat et la promotion d'indicateurs de développement économique et de performance sociétale.

Pour ses travaux, la Fabrique Spinoza s'appuie sur le monde académique et les experts de la société civile. En complément des champs classiques de savoirs, elle s'inspire d'un corpus de connaissances interdisciplinaires sur le bien-être : économie du bonheur, sciences politiques, sociologie comparative inter-pays, psychologie positive, neurobiologie comportementale. Les fruits de ces recherches interdisciplinaires sur le bien-être constituent des matériaux additionnels dont la Fabrique Spinoza s'inspire pour bâtir de l'innovation politique.

La Fabrique Spinoza est Correspondant en France du projet *Wikiprogress*, émanant de l'OCDE, l'Union Européenne, l'ONU, la Banque Mondiale, et visant à promouvoir les travaux sur le progrès sociétal et de mesure du bien-être collectif. Son rôle est d'alimenter les réflexions sur la mesure du progrès sociétal et servir de plateforme française aux initiatives et travaux sur le sujet.

Elle est également membre de la commission de l'ONU de mise en œuvre de la résolution de l'Assemblée Générale du 19 juillet 2011, visant à faire du bien-être citoyen un objectif des politiques de développement.

Elle a également été nommée l'un des 12 principaux think-tanks français par *Acteurs Publics*. Elle tisse enfin des partenariats avec les Ecoles Centrale Paris et Sciences Po Paris, où des cours, des projets collectifs et associatifs y sont développés.

Les 3 grands objectifs de la Fabrique Spinoza se situent dans le champ politique, dans le champ académique et de la connaissance et enfin dans le domaine de l'action citoyenne.

**L'objectif principal de la Fabrique Spinoza est de transformer la vision politique et ses déclinaisons.**

1. Nous affirmons le bien-être citoyen comme principe d'action politique
2. Nous formulons des propositions de politiques publiques, visant le bien-être citoyen
3. Nous évaluons l'impact des politiques publiques existantes en termes de bien-être citoyen

**La Fabrique Spinoza vise également à encourager l'information, le débat et la recherche sur le bien-être citoyen.**

1. Nous informons et générons un débat citoyen sur le bien-être
2. Nous constituons une plate-forme de contenu et d'échange (citoyen et académique) sur le bien-être collectif

**Enfin, la Fabrique Spinoza vise à impacter directement ou faire agir en faveur du bien-être collectif.**

1. Nous impliquons les différents acteurs de la société dans la démarche de bien-être collectif : citoyens et pouvoirs publics mais aussi les corps intermédiaires, particulièrement les entreprises
2. Nous conduisons des recherches-actions au sujet du bien-être citoyen sur des territoires pilotes

La démarche de la Fabrique Spinoza est politiquement plurielle. La visée du bien-être citoyen permet d'alimenter les réflexions de l'ensemble des partis politiques.

### **Trois travaux de recherche sur les indicateurs complémentaires au PIB**

Trois institutions se sont rencontrées pour collaborer sur une étude des indicateurs complémentaires au PIB.

- D'une part, la Fabrique Spinoza souhaitait étudier des voies de progrès possibles pour (re)donner force aux travaux sur les indicateurs de développement en France.
- D'autre part, l'Institute for *Public Policy Research* (IPPR) think-tank anglais, cherchait à étudier l'utilisation des indicateurs de bien-être dans les politiques publiques en France, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et au Canada ([en savoir plus à ce lien](#)).
- Enfin, l'université de Toulouse II Le Mirail était le correspondant français du projet de la Commission Européenne *Brainpool* « *Bringing Alternative INdicators into Policy* » (« Amener les Indicateurs Alternatifs au PIB dans les Politiques »). Ce projet avait pour objet de comprendre l'adéquation entre la construction et donc l'offre d'indicateurs complémentaires d'une part et sa demande donc son utilisation d'autre part. ([en savoir plus à ce lien](#)).

L'*IPPR*, la Fabrique Spinoza et l'Université de Toulouse II ont donc décidé de conduire des entretiens institutionnels ensemble pour avancer leurs recherches, et de partager les comptes-rendus. Un tour d'horizon d'une trentaine d'entretiens a été réalisé auprès de parlementaires, économistes, pouvoirs publics, instituts statistiques, exécutif, journalistes, et autres représentants de la société civile. Ce rapport s'appuie en partie sur ces entretiens, et en partie sur les recherches autres de la Fabrique Spinoza.

Voir la liste des entretiens en annexe de ce rapport

## Synthèse et récapitulatif des préconisations

Les préconisations sont signalées dans la synthèse ci-dessous par un renvoi [Px] vers la fin du texte.

« Mais pourquoi personne n’entend parler des indicateurs complémentaires au PIB ? » Ainsi pourrait se résumer le constat de départ ayant déclenché le projet Européen de recherche *Brainpool*. A la suite d’une collaboration avec l’IPPR et l’Université de Toulouse II et de ses propres recherches, la Fabrique Spinoza est aujourd’hui en mesure d’apporter des réponses.

Pour cerner les enjeux, repartons du constat suivant : un large consensus existe sur les insuffisances du PIB, techniquement – une catastrophe naturelle augmente celui-ci – et idéologiquement – son augmentation n’est pas forcément synonyme de progrès. Comme première proposition, on peut donc souhaiter que la promotion des insuffisances du PIB se poursuive [P5].

Mais alors, si le PIB est reconnu comme insuffisant, pourquoi observe-t-on une faible utilisation des indicateurs complémentaires ? Que s’est-il passé ? En 2008, commanditée par l’Elysée, la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi donnait une forte visibilité au sujet en enquêtant sur « la mesure de la performance économique et du progrès social ». A la suite de ces travaux se sont développées de nombreuses initiatives à différents échelons : local pour expérimenter (en région par exemple, comme dans le Poitou-Charentes), international pour harmoniser les travaux (projet *Eframe* de l’Union Européenne), et dans une moindre mesure national (Association des Régions de France par exemple). De l’analyse d’un haut serviteur de l’Etat, nous connaissons actuellement une phase d’expérimentation-innovation où foisonnent les projets de nouveaux indicateurs et nous nous rapprochons progressivement d’une phase de consolidation-harmonisation des savoirs et de ces initiatives. Il faut donc continuer à encourager l’expérimentation, tout en mettant à profit ces « initiatives cadres » pour la convergence [P9], et accepter la coexistence de travaux (et donc ensuite d’indicateurs) qui soient non-harmonisés à différents échelons [P12].

Mais qu’en est-il en particulier des initiatives nationales, c’est-à-dire celles avec le plus fort potentiel médiatique ? On peut opérer deux constats. Le premier est que les initiatives nationales françaises sont focalisées sur le développement durable – comme les indicateurs liés à la Stratégie Nationale de Développement Durable – et peu sur les enjeux de bien-être, ce que l’on peut regretter car des initiatives importantes internationales sont conduites sur le sujet (*Happy Planet Index*, OCDE, etc.).

Deuxième constat, on observe que les initiatives nationales conduites sont prometteuses mais perfectibles (notamment parce qu’antérieures à la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi). Dans la foulée des nouveaux indicateurs de 1<sup>ère</sup> génération (IDH, BIP40<sup>1</sup>, etc.), elles appellent donc la création de nouveaux indicateurs de 2<sup>e</sup> génération, qui prendraient en compte les recommandations de la Commission. Cette 2<sup>e</sup> génération d’indicateurs devrait conjuguer la plupart des qualités requises comme la traçabilité, la robustesse, la légitimité démocratique, la largeur de spectre, la prise en compte de la durabilité, etc. Parmi les qualités à cultiver en priorité dans cette 2<sup>e</sup> vague d’indicateurs, l’accent devrait être mis sur la simplicité et la communicabilité, afin de favoriser leur médiatisation.

---

1 IDH = Indice du Développement Humain ; BIP40 = Baromètre des Inégalités et de la Pauvreté.

En lien avec cet enjeu de visibilité, des débats idéologiques et techniques existent pour savoir si les nouveaux indicateurs doivent être synthétiques. Le fruit de nos enquêtes révèle qu'il semble prometteur d'aller au-delà des simples tableaux de bord et de mettre en avant un chiffre unique (ou quelques chiffres phares), dont s'empareraient les médias. Selon certains, il s'agit du seul moyen d'être sur un pied d'égalité médiatique avec le PIB [P6].

Quant à savoir à quoi ressemblerait de manière globale ce nouvel indicateur, il apparaît important qu'il puisse capturer les enjeux fondamentaux suivants : le bien-être présent, le bien-être futur (la durabilité), la répartition du bien-être entre les gens (les inégalités), le patrimoine (le potentiel de bien-être), le bien-être régional (la répartition spatiale du bien-être). L'architecture de ces nouveaux indicateurs doit donc être explicitée [P13] afin de pouvoir capturer ces différentes facettes. Ces différents enjeux ne peuvent être agrégés en un chiffre global car ils ne sont pas substituables. En revanche, collectivement, ces quelques chiffres symboliques pourraient être les contrepoints au PIB [P6]. Il s'agit donc de construire de nouveaux indicateurs de 2<sup>e</sup> génération constitués de ces quelques chiffres clés, pouvant ensuite être détaillés via un tableau de bord, en sous-dimensions, en sous-territoires, etc.

*A contrario*, si, effectivement, il y a nécessité pour de nouveaux indicateurs plus évolués, il n'y a en revanche pas à attendre leur élaboration pour travailler sur leur médiatisation : la communication peut commencer dès maintenant. Il faut par exemple décomplexer les pensées par rapport à l'état de perfection des nouveaux indicateurs existants de 1<sup>ère</sup> génération. S'il leur est reproché d'être inaboutis, soulignons que le nouvel indicateur adéquat prendra un temps long pour trouver sa forme définitive. Comparativement, il aura fallu 50 ans au PIB pour être ce qu'il est aujourd'hui, alors qu'il demande encore à être amélioré. Il ne faut donc pas attendre pour donner de la visibilité aux nouveaux indicateurs. Celle-ci pourrait passer par un travail sur leur forme actuelle pour les rendre plus attrayants [P4], par une sensibilisation des médias [P1], par une mise en avant des limites du PIB [P5] sur des exemples concrets de l'actualité (catastrophe naturelle, etc.) ou par l'institutionnalisation de leur présentation aux assemblées [P3].

Au-delà de la médiatisation de l'existant, il faut également construire les nouveaux indicateurs de 2<sup>ème</sup> génération. Pour cela, la recherche confirme qu'un fort *leadership* est requis. La diversité des initiatives et des acteurs (les trois assemblées constitutionnelles, le gouvernement, l'INSEE, les régions, FAIR<sup>2</sup>, le monde académique, etc.) travaillant sur le sujet confirme le besoin de coordination par une institution forte (l'exécutif ou une assemblée par exemple) qui souhaiterait prendre la tête de l'initiative [P7].

Certains rétorquent qu'il suffirait d'utiliser les statistiques existantes de l'INSEE pour construire ces nouveaux indicateurs. Une première réponse est que l'INSEE ne s'estime pas légitime pour réaliser ce travail. Une deuxième réponse est que pour être légitime, un tel indicateur nécessite une consultation des citoyens [P10]. Il faut en effet voir les indicateurs autant comme un processus que comme une finalité. Le chemin démocratique permettant leur construction décidera de leur validité et permettra d'en retirer tous les fruits sociétaux, y

---

2 FAIR = Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse.

compris en termes d'inspiration nationale. Or une telle consultation – indirecte via les représentants du peuple et les corps intermédiaires, et directe via les enquêtes – nécessite justement un engagement fort de l'exécutif ou du législatif. Une telle consultation devrait de surcroît incorporer une phase délibérative pour faire émerger une vision du bien commun.

On peut alors interroger la place d'une démarche émanant de la société civile, c'est-à-dire une démarche de bas en haut (« bottom-up ») dans un tel processus de haut en bas (« top-down ») où le *leadership* est fort. Les entretiens de recherche font ressortir la profonde nécessité des deux approches : tout d'abord une démarche citoyenne initiale [étape 1] aboutissant à la mobilisation d'un « champion institutionnel » [étape 2], qui lancerait ensuite une démarche nationale d'envergure [étape 3], dans laquelle la société civile serait sollicitée [étape 4].

Parmi les enjeux ayant émergé au cours de ces travaux de recherche, on trouve également l'interrogation sur la pertinence de ces outils dans le paradigme économique et sociétal actuel. Les recherches ont permis d'éclairer la diversité des rôles possibles de ces nouveaux indicateurs : d'alerte, de communication, d'évaluation des politiques, d'aide à la prise de décision mais aussi de transformation des mentalités. Ils ont donc aussi un rôle performatif. Il n'y a alors pas lieu d'attendre un changement de modèle économique ou de société pour les mettre en avant. C'est tout le contraire : leur visibilité participe à la transformation de la société, mettant au débat de nouveaux caps possibles. La mise en avant des nouveaux indicateurs et même l'élaboration de la 2<sup>ème</sup> génération, doit donc se conjuguer avec une réflexion sur un nouveau paradigme de développement mais ne nécessite pas d'attendre l'émergence de celui-ci. [P8]

Une question cruciale se pose ensuite : ces enjeux sont-ils pertinents en période de crise économique ? Un certain nombre d'arguments suggère d'y répondre positivement, comme la nécessité de fixer un cap juste à notre société, un cap d'amélioration de ce qui compte vraiment pour les gens. Toutefois, en ces temps troublés, un autre argument vient renforcer la pertinence de ces sujets : l'économie est un haut lieu de prophéties auto-réalisatrices. La réflexion commune sur de nouveaux indicateurs de développement est susceptible de redonner de l'espoir et de l'inspiration pour un but commun. S'il faut bien travailler à renforcer l'appareil productif, augmenter la compétitivité, générer de l'innovation, pour autant, sans la confiance des ménages, un réenchèvement économique et sociétal pourra difficilement naître. Une initiative nationale de réflexion sur ce qui importe pour les gens est susceptible de favoriser ce réenchèvement.

Le Comité Economique Social Européen dans son avis du 21 juin 2012<sup>3</sup> le formulait ainsi :  
**« Pour assurer la reprise économique et la résolution même de la crise, il y a lieu de changer le paradigme de référence, en fondant le développement sur le bien-être et le progrès de la société. Cette approche est la seule qui permette de porter davantage d'attention aux causes qui sont à l'origine de cette crise et de la rechute récente de l'Europe dans la récession, afin de les jauger et d'élaborer les politiques les plus appropriées, à bref comme à moyen et long terme. Sous cet angle, les politiques de l'UE représentent un défi**

---

<sup>3</sup> Avis 2012/C 181/04 du Comité économique et social européen sur «Le PIB et au-delà – L'implication de la société civile dans le processus de sélection d'indicateurs complémentaires»

*particulièrement stimulant. Le CESE rappelle dès lorsqu'il s'impose de vaincre les résistances et les manœuvres d'atténuation qui s'opposent à ce qu'à côté des indicateurs traditionnels, de nature purement économique et financière, d'autres soient instaurés et suivis, concernant la durabilité économique, sociale et environnementale, car c'est précisément de cette manière que la crise qui se déroule actuellement pourra être contenue et mieux gérée. »*

*In fine*, devant la nécessité de faire avancer l'aventure des indicateurs complémentaires au PIB, on constate que le progrès pourra tout autant provenir

- des médias décidant de donner de la visibilité aux baromètres existants,
- que d'une « institution championne » décidant de porter l'initiative
- ou encore d'une mobilisation citoyenne parvenant à convaincre une institution timide d'être plus volontaire.

A une époque de quasi-récession économique, réalisant que 89% des Français déclarent que « le mieux-vivre pourrait constituer un but commun »<sup>4</sup>, le gouvernement serait inspiré de saisir cette opportunité des indicateurs complémentaires au PIB car elle est porteuse politiquement, vertueuse en termes de société, mais surtout parce qu'elle constitue une possibilité de favoriser le retour à la prospérité économique en inspirant et redonnant confiance aux Français. Le 5 juillet, suite à des échanges avec la Fabrique Spinoza, le président du Groupe Ecologiste du Sénat, posait [une question écrite au gouvernement](#), demandant quelle était sa stratégie sur les indicateurs depuis la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi. La réponse du Ministère de l'Economie et des Finances est fort attendue ...

### **Les 13 préconisations :**

#### **Axe 1 : Pédagogie – Médias – Communication**

- Proposition 1 : Opérer un travail de formation ou de sensibilisation auprès des médias sur l'existence de nouveaux indicateurs.
- Proposition 2 : Encourager les administrations à sensibiliser leurs agents aux nouveaux indicateurs
- Proposition 3 : Institutionnaliser la communication sur les nouveaux indicateurs
- Proposition 4 : Expérimenter avec différentes formes de présentation des nouveaux indicateurs
- Proposition 5 : Poursuivre la promotion de l'insuffisance du PIB
- Proposition 6 : Accepter le principe d'un indicateur synthétique pour une plus grande visibilité

---

4 Enquête CSA/Fabrique Spinoza « Le bonheur est-il un sujet sérieux en période de Présidentielle ? », mars 2012.

## **Axe 2 : Leadership**

- Proposition 7 : Faire émerger une institution susceptible de porter la démarche, puis rallier à l'institution « championne » les autres institutions.

## **Axe 3 : modèles de développement**

- Proposition 8 : Associer réflexion sur le modèle de développement et élaboration des nouveaux indicateurs (ex : révéler les modèles de développement implicites des indicateurs existants)

## **Axe 4 : Création de nouveaux indicateurs**

- Proposition 9 : Equilibrer et encourager tout à la fois les démarches d'innovation et de coordination.
- Proposition 10 : Elaborer un processus optimal de consultation directe et indirecte des citoyens, incluant une étape délibérative.
- Proposition 11 : Intégrer les décideurs publics (y compris nationaux) dans le processus d'élaboration des nouveaux indicateurs.
- Proposition 12 : Accepter la coexistence d'initiatives nationales et internationales.
- Proposition 13 : Clarifier l'architecture globale d'un indicateur, notamment sur les grands concepts de bien-être présent, futur, territorial, inégalités de bien-être, patrimoine

## **I. POURQUOI NE PAS SE SATISFAIRE DU PIB ?**

### ***A) Utilité du PIB***

Avant tout développement, il est important d'écarter un malentendu possible : le PIB est utile. Il est précieux au niveau de la comptabilité nationale pour nous dire combien de richesses monétaires sont produites chaque année dans le pays, à quels usages elles sont affectées (consommation des ménages, investissement, etc.) et comment elles sont réparties.

Par ailleurs, en intégrant à partir de 1976 la contribution des services publics non-marchands dans son calcul, le PIB a permis de prendre en compte le fait qu'un enseignant, ou un(e) infirmier(e) crée de la richesse validée socialement par l'impôt (qui est l'équivalent du prix pour le privé.) Les services non-marchands ne sont donc pas improductifs, financés par un prélèvement sur le privé mais créateurs de richesse.

Le PIB est donc utile mais seulement ce pour quoi il a été conçu. Il est nécessaire quand il s'agit d'éclairer la comptabilité nationale aussi bien pour les entreprises que pour les pouvoirs publics. Il est profitable quand il s'agit de calculer la valeur totale de la production interne de biens et services marchands des unités productrices résidentes dans un pays donné au cours d'une année, ce qui nous donne, si celle-ci est en augmentation par rapport à l'année précédente, la croissance, le fameux « sésame » tant recherché au niveau politique.

En revanche, cette forme de croissance est malheureusement devenue le paradigme de développement de nos sociétés modernes. Or, le PIB n'a pas été élaboré dans cet objectif. En effet, il souffre de nombreuses limites techniques et idéologiques.

### ***B) Les limitations techniques et idéologiques du PIB***

Lorsqu'il a été conçu, le PIB devait mesurer la valeur des échanges économiques et non pas le progrès social des sociétés. Pourtant, insistant avec répétition que la croissance économique était nécessairement accompagnée d'une augmentation de la qualité de vie de tous les citoyens, nous en sommes venus, collectivement, à considérer le PIB comme une valeur reflétant adéquatement le bien-être de la population. Heureusement, le nombre de voix qui s'élèvent aujourd'hui contre le PIB comme mesure du bien-être sont de plus en plus nombreuses et la nécessité de compléter le PIB avec d'autres indicateurs fait consensus au sein des statisticiens, de la société civile et des décideurs publics.

Ce consensus se dégage aujourd'hui car de nombreux travaux menés ont montré les insuffisances du PIB à mesurer le bien-être des populations aussi bien sur le plan idéologique que technique.

## LES INSUFFISANCES (TECHNIQUES) DU PIB



### Sur le plan technique :

- Le PIB n'est pas corrigé des externalités négatives. L'impact négatif des productions polluantes sur la valeur de la production agricole, celle de la santé des personnes ou sur le coût des changements climatiques n'est pas pris en compte par le PIB. Les effets diffus de ces externalités négatives rendent leur comptabilisation difficile. Publié en 2006, le rapport Stern chiffre, à 5.500 milliards d'euros pour le monde, le coût de la "réparation" des seules externalités négatives liées aux changements climatiques.
- Le PIB ne mesure pas la création de richesse bénévole. La valeur monétaire imputée au bénévolat se situe entre 12 et 17 milliards d'euros soit environ 1% du PIB selon deux chercheurs de l'INSEE<sup>5</sup>. Le "paradoxe de l'Erika"<sup>6</sup> résume ainsi les limites de cet outil: le naufrage du pétrolier en 1999 a en effet "produit" de la richesse en entraînant un flux d'activités monétaires (pompage, dépollution, assurances, remplacement du navire, etc.), alors que le travail des bénévoles participant au nettoyage des plages n'était pas comptabilisé comme une richesse.
- Le PIB mesure la production nationale plutôt que de se centrer sur les ménages. Les données disponibles de la comptabilité nationale montrent que dans plusieurs pays de l'OCDE, la croissance du revenu réel des ménages a été très différente de celle du PIB réel par habitant, et généralement plus lente. La production peut croître alors que les

<sup>5</sup> [http://www.insee.fr/fr/ffc/docs\\_ffc/es373b.pdf](http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/es373b.pdf)

<sup>6</sup> VIVERET Patrick, "Reconsidérer la richesse", Editions de l'Aube, 2005, 238 pages.

revenus décroissent, ou *vice versa*, lorsqu'il est tenu compte de la dépréciation, des flux de revenus à destination et en provenance de l'étranger et des différences entre les prix des biens produits et ceux des biens consommés.

- Mesurant les flux, il ignore l'épargne, l'investissement et la préservation du patrimoine. La valeur estimée du patrimoine public (le Louvre et ses tableaux, par exemple) ou privé (la valeur de votre appartement, au-delà du coût initial de sa construction), n'est pas incluse dans le PIB, pas plus que la valeur des ressources naturelles. En ce sens, le PIB n'est pas une mesure de la richesse d'un pays, mais bien de sa production.
- Le PIB est insensible à l'accroissement des inégalités. Le Produit intérieur brut n'est qu'une mesure globale, une moyenne. Il ne permet d'appréhender ni les inégalités sociales ni leur évolution. Une augmentation moyenne du PIB est par exemple possible alors que les revenus diminuent pour une majorité de la population et augmentent fortement pour une minorité.
- Il ne prend pas en compte la durabilité de la création de richesses. L'utilisation de ressources naturelles ou de patrimoine humain (santé) ou social (solidarité) est occultée dans le PIB. Pourtant ces ressources sont constitutives de la soutenabilité de la création de richesses, puisque celles-ci épuisées, la création de richesses (voire la vie) serait rendue impossible.

### Sur le plan idéologique :



Cette critique du PIB n'est pas nouvelle, mais la récente crise économique, que peu de personnes avaient prévue, semble avoir frappé les esprits : elle a fait la démonstration que nos indicateurs actuels ne facilitent pas la prévision d'une crise importante de notre système économique.

Aujourd'hui, cette croissance du PIB en panne éclipse les progrès majeurs de nos modes de vie et alimente un imaginaire de désespoir pour notre avenir. Ayant dirigés leurs efforts depuis soixante ans sur la croissance du PIB, les pouvoirs publics comme les populations sont désorientés par une crise qui assombrit les horizons et oblige à repenser nos modes de vies.

## La poursuite de cet objectif unique de croissance du PIB nuit à la satisfaction des acquis et la confiance en l'avenir

La croissance en panne éclipse les progrès majeurs de nos modes de vie...



... et alimente un imaginaire de désespoir pour notre avenir



L'économie de la zone euro affronte la menace d'une décennie sans croissance.

~ Le Monde, Une du 29 novembre 2011

Or, les indicateurs sont performatifs. Le PIB, comme chaque indicateur, structure les mentalités des utilisateurs. On pense par et pour l'indicateur. Développer de nouveaux indicateurs, c'est donc prendre en considération des dimensions jusqu'ici ignorées ou peu mises en valeur de l'action publique. C'est également élargir les objectifs des politiques publiques et susciter de nouvelles attentes des citoyens.

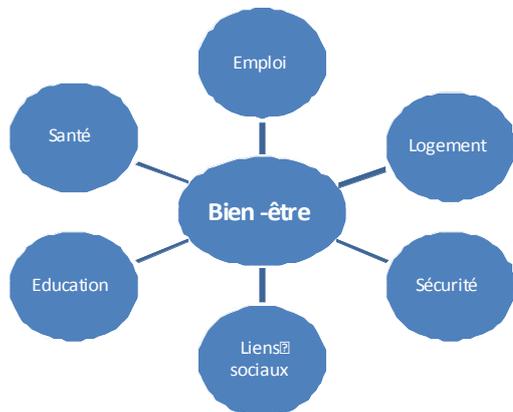
### C) Quel lien entre PIB et Bien-être ?

Les progrès du bien-être ou du développement humain semblent de moins en moins corrélés à la croissance économique, surtout si l'on tient compte de la durabilité, c'est-à-dire des besoins des générations futures.

Une façon de mesurer le bien-être consiste à poser directement la question aux gens, dans des enquêtes d'opinion: « êtes-vous satisfait de la vie que vous menez ? » Ils peuvent y répondre, par exemple, sur une échelle de 0 à 10. Si des enquêtes semblables sont organisées dans d'autres pays avec la même question, on peut classer les pays selon le degré moyen de "satisfaction de vie" de leur population. On peut aussi rééditer régulièrement l'enquête pour suivre l'évolution de cette mesure du "bien-être subjectif" à travers le temps.

# LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE N'EST PAS TOUJOURS SYNONYME D'AMÉLIORATION DU BIEN-ÊTRE

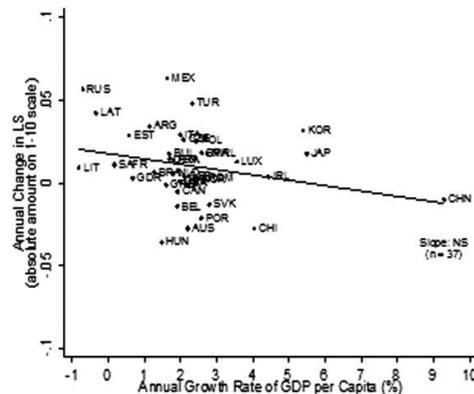
Le PIB ne prend pas en compte ce qui compte vraiment pour les citoyens



En un mot, le PIB mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue

~ Robert F. Kennedy, 18 mars 1968

Croissance économique et amélioration de la satisfaction ne sont pas corrélées

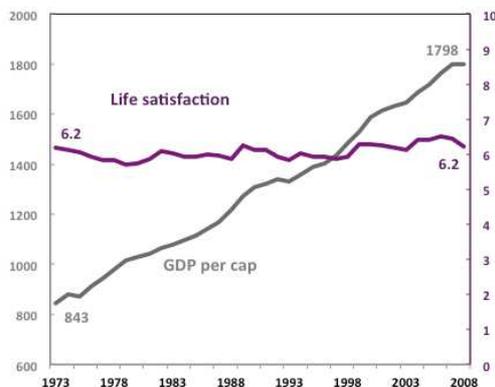


Le paradoxe bonheur-revenu est l'étonnant constat que, sur le long terme (10 ans ou plus), le bonheur de la population n'augmente pas lorsque le revenu d'un pays augmente.

~ Easterlin et al.

The happiness – income paradox revisited, 2010

think-tank d  
LA FABRIQUE SPINOZA



En France, entre 1973 et 2008, alors que le PIB/habitant a progressé de 113 % en euros constants, le bien-être subjectif (mesuré ici par la Satisfaction de Vie, « *Life Satisfaction* ») a stagné, autour de 6,2 sur 10. Pour d'autres pays occidentaux, on observe également une quasi-stagnation, avec de rares cas d'évolution plus nette à la hausse (Italie) ou à la baisse (Belgique).

On constate qu'il n'y a pas de relation significative entre, d'une part, l'évolution de l'évaluation moyenne du sentiment subjectif de bonheur et, d'autre part, l'évolution du revenu réel moyen dans les pays développés. En d'autres termes, au delà d'un certain seuil de développement, « le bonheur de la population n'augmente pas lorsque le revenu d'un pays augmente », c'est ce que l'on nomme, *le paradoxe d'Easterlin*, du nom de l'économiste qui l'a mis en évidence en 1974. A cette époque, la conception était d'avant-garde puisque cela revenait à mettre en cause la finalité même de l'activité économique en général, que ce soit dans le cadre d'une

économie de marché ou dans celui d'une économie centralisée : plus de richesses n'aboutissait pas à plus de bonheur, dès lors que les besoins les plus vitaux étaient satisfaits. Il est donc nécessaire d'élargir la focale et de prendre en compte, dans les indicateurs de progrès, ce qui importe vraiment aux citoyens : avoir un emploi, être en bonne santé, avoir une vie sociale dense, bénéficier d'un accès à l'éducation, se sentir en sécurité, posséder un logement. Autant de dimensions du bien-être qu'il est urgent de prendre en compte.

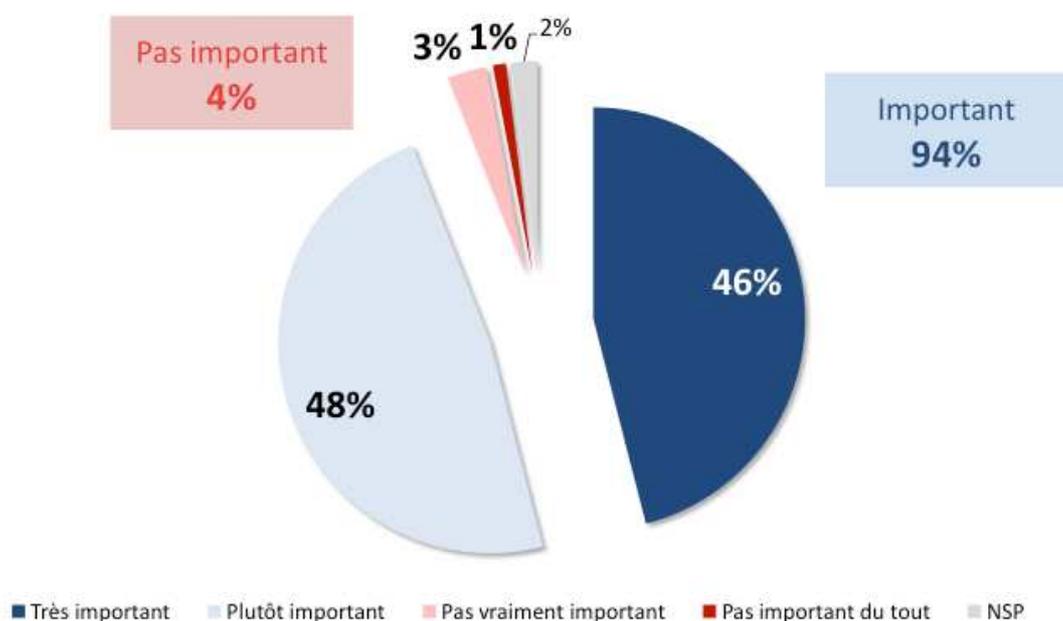
#### ***D) Qu'en disent les Français ?***

Un sondage réalisé par l'Institut CSA<sup>7</sup> pour le compte de la Fabrique Spinoza révèle que les Français, bien qu'ils se déclarent généralement heureux, jugent que la société actuelle ne prend pas suffisamment en compte le bien-être des citoyens. Malgré tout, 72% des Français se disent heureux (quoique seulement 8% seulement se déclarent « très heureux »). Le revenu des foyers semble jouer un rôle important dans leur bien-être: 81% des personnes dans un foyer ayant un revenu mensuel de plus de 3 000 € se déclarent heureuses tandis que ce nombre baisse à 56% pour les foyers aux revenus mensuels situés entre 1 000 et 2 000 €.

[Lien vers l'intégralité du sondage.](#)

Les Français sont très majoritairement acquis (94%) à l'idée que le bien-être des citoyens est important dans la réussite économique et sociale d'un pays.

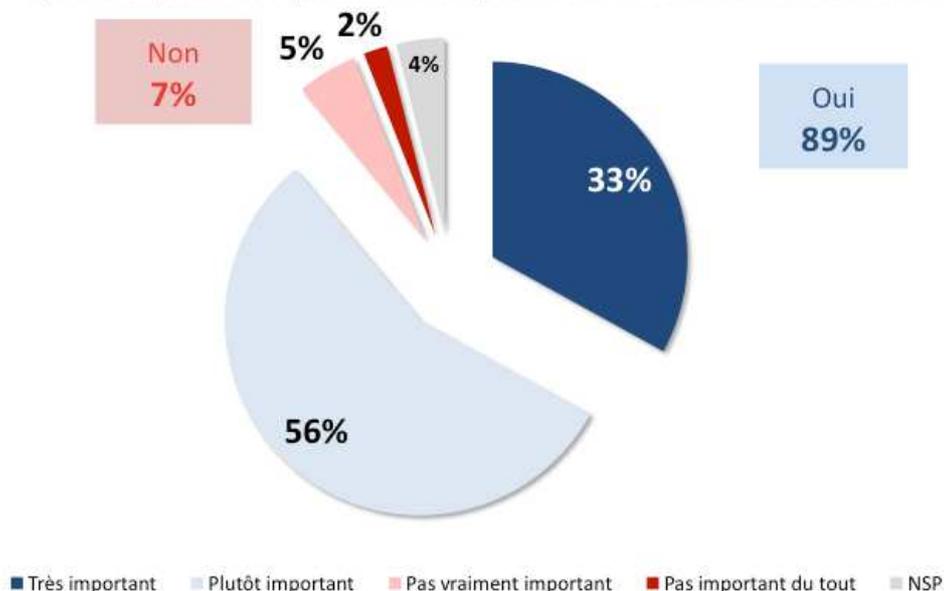
**QUESTION:** d'après vous, le bien-être citoyen est-il ... pour le succès économique et social d'un pays ?



<sup>7</sup> Enquête CSA/Fabrique Spinoza « Le bonheur est-il un sujet sérieux en période de Présidentielle ? », mars 2012.

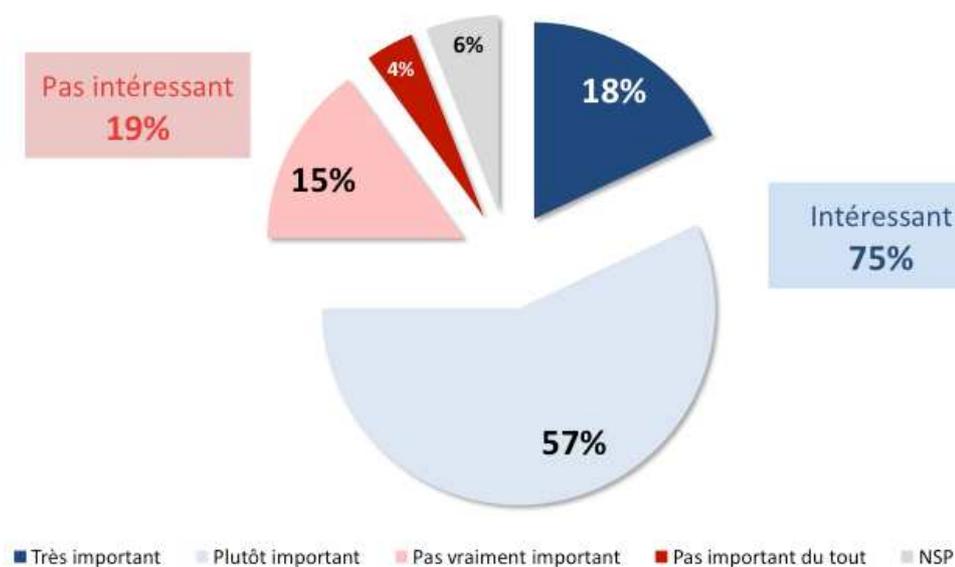
Toutefois, 61% d'entre eux déclarent que la société d'aujourd'hui ne favorise plutôt pas l'épanouissement et le bien-être des citoyens, alors que seuls 8% pensent le contraire. Ils considèrent par ailleurs à 89% que le mieux-vivre des citoyens doit être un but commun pour l'avenir.

**QUESTION:** pensez-vous que le mieux vivre puisse constituer un but commun pour le futur ?



Devant ce constat, les Français se disent majoritairement intéressés (75%) au développement d'un «Baromètre du mieux-vivre en France », qui combinerait données objectives et niveau de satisfaction des Français à l'égard de certains éléments.

**QUESTION:** que diriez-vous d'un baromètre du mieux vivre en France qui combinerait données objectives et niveaux de satisfaction sur différents critères pour guider nos dirigeants politiques ? Le trouveriez-vous ... ?



### E) Les 3 chemins à partir du PIB

A l'issue de cette partie du rapport observant le PIB, trois chemins semblent se dessiner pour la construction et l'utilisation de nouveaux indicateurs de richesses (à partir, au-delà ou en complément du PIB) :

- Tout d'abord, une approche qui consiste « à réparer le PIB ». C'est le choix le plus prudent qui n'induit pas de véritable changement idéologique. Ce que l'on cherche, c'est avant tout à remédier aux insuffisances techniques du PIB.
- Ensuite, une approche « *GDP plus* » (« PIB plus » en français). Il s'agit ici d'utiliser le PIB comme socle pour bâtir un nouvel indicateur, en lui adjoignant d'autres dimensions (environnement, lien social, etc.). C'est une méthode progressive où le changement idéologique est modéré.
- Enfin, la création d'indicateurs *ex nihilo*, sans considération du PIB. Dans ce cas, la liberté est totale, il n'y a pas de cadre *ex ante* et ainsi, toute l'architecture de l'indicateur peut être différente.

A PARTIR, AU DELÀ OU EN COMPLÉMENT DU PIB?  
3 CHOIX



## II. QUELLES QUESTIONS POSENT LES NOUVEAUX INDICATEURS ?

On l'a vu, poser la question des indicateurs n'est pas sans lien avec un nombre important de questions de sociétés. Interroger les indicateurs, c'est toucher à des enjeux plus vastes sur lesquels un questionnement préalable est nécessaire.

### A) Par delà la crise, quel modèle ?

Les crises économiques ont traditionnellement joué un rôle moteur dans l'émergence de nouvelles idées et de nouvelles pratiques<sup>8</sup>. On se souvient que c'est pendant la crise de 1936 que les idées keynésiennes étaient arrivées dans un débat jusque-là sclérosé par une pensée dominante, ne permettant pas à l'économie mondiale de sortir de la crise. Derrière chaque crise économique, il y a une crise des idées. Aujourd'hui, les propositions de relance de la croissance ressemblent à celles envisagées depuis plusieurs décennies ; certaines ont été mises en œuvre depuis 2008 et sont restées sans effet. Pour Paul Jorion, « pire qu'une crise économique, c'est une crise de civilisation »<sup>9</sup> à laquelle nous assistons.



Et pourtant comme l'illustre cette une du bimensuel économique de la documentation française, cette crise sans précédent n'a pas vu émerger de réponses nouvelles dans le monde politique et médiatique.

Le débat se fait principalement sur l'opposition entre relance de la croissance ou rigueur budgétaire et, pour la plupart des factions politiques, le PIB continue de structurer les débats.

Toutefois, l'émergence de mouvements tels que les printemps arabes, « Occupy Wall Street », « Los Indignados » ou bien même « les indignés en France » etc. témoignent, entre autres, de la volonté de certains de dessiner de nouveaux horizons.



Ainsi, la crise est ce moment charnière de l'histoire qu'il faut saisir pour mettre en place de nouveaux systèmes de fonctionnement et de gouvernance.

### B) Qu'est-ce qui compte vraiment pour les gens ? Pour la société ?

Ces nouveaux indicateurs devront mesurer ce qui compte vraiment pour les gens, de façon durable.

C'est un fait, tous les grands indicateurs de développement, comme le PIB, sont des conventions sociales nécessitant des choix moraux et politiques, notamment parce leur calcul nécessite au préalable de poser les questions suivantes : que met-on dedans et que laisse-t-on en dehors, que voulons-nous compter, quel type de progrès voulons-nous mesurer ?

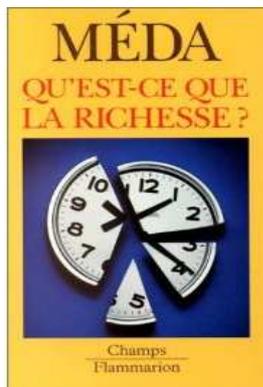
Le PIB n'est pas un concept technique neutre, ni un thermomètre sans influence sur ce qu'il mesure. Il a nécessité des choix sur les critères à prendre en compte. La question n'est pas ici

<sup>8</sup> GALBRAITH John Kenneth , "Brève histoire de l'euphorie financière", Seuil, 1990, 126 pages.

<sup>9</sup> JORION Paul, "Le capitalisme a l'agonie", Fayard, 2010, 360 pages.

de savoir s'ils ont été bons ou pas, mais de savoir ce qui explique la position hégémonique de celui-ci alors que son propre « inventeur » Simon Kuznets convenait que « la mesure du revenu national peut difficilement servir à évaluer le bien-être d'une nation. »

Des travaux ont étudié l'environnement qui a présidé à l'adoption du PIB en France. Dans une thèse parue en 2011, Géraldine Thiry nous montre comment le contexte de l'époque a influencé la conception du PIB.<sup>10</sup> L'auteure rappelle le contexte particulier dans lequel la comptabilité nationale – dont le PIB est issu – a été établie, comme outil d'une politique économique ancrée dans les compromis sociaux de l'après-guerre. Ce contexte explique les conventions comptables retenues à l'époque. Il s'agit alors de reconstruire un pays dévasté, dont on souhaite le redressement rapide. La richesse et le bien commun sont alors clairement synonymes de production matérielle.



De son côté, à partir d'un commentaire d'un texte de Malthus, Dominique Méda explique comment l'idée de richesse a été réduite progressivement, à travers l'usage d'instruments de mesure comme le PIB, à la production de biens ou de services marchands<sup>1</sup>. Elle montre comment cette limitation de la richesse aux seuls biens matériels est liée à la difficulté technique d'appréhender d'autres dimensions de la richesse, ainsi qu'à la volonté d'instituer l'économie politique comme une science. Dominique Méda nous rappelle ainsi l'évolution historique du mot richesse : ce n'est qu'à partir du XXe siècle qu'il devient synonyme de production, mesurée par le fameux PIB. Elle pose par ailleurs une question fondamentale : qui a le droit de décider, dans une société donnée, ce qui constitue la richesse de celle-ci ?

Les indicateurs de richesses sont donc le fruit de conventions (ce qui est compté et ce qui ne l'est pas), et contiennent donc en eux une représentation spécifique de la société. Le PIB n'est-il pas alors anachronique ? Sa représentation de la richesse n'est-elle pas dépassée ?



Alors que plane sur la zone euro un risque de décennie sans croissance, il faut réinterroger nos conceptions de la richesse pour permettre de favoriser l'émergence d'un baromètre permettant de résumer les critères de développement économique et de progrès sociétal qui importent aux Français, de manière durable. La crise financière apporte l'opportunité d'interroger la population sur ce qui compte pour elle, et par la même occasion, de générer de la cohésion sociale

10 THIRY Géraldine, "Au-delà du PIB : un tournant historique. Enjeux méthodologiques, théoriques et épistémologiques de la quantification". Thèse téléchargeable [ici](#)



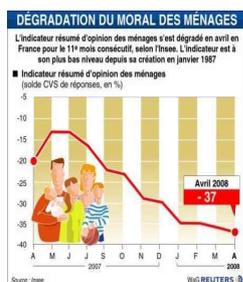
Comme le déclarait une citoyenne d'un groupe d'étude sociologique piloté<sup>11</sup> par la Fabrique Spinoza (cf. image ci-contre), « le PIB informe les citoyens sur le pays, mais il manque l'indicateur de bien-être qui informerait le pays des besoins des citoyens. »

[Voir le film de l'enquête sociologique](#) (4 min)

### C) Les indicateurs peuvent-ils redonner espoir ?

Dans son rapport annuel de 2010, Jean-Paul Delevoye, le médiateur de la République de l'époque écrivait « 76% des Français disent avoir besoin d'un but commun, contre 67% en 2009. La société a besoin de sens ». Nous pensons que les nouveaux indicateurs de richesses peuvent permettre d'inspirer et de fédérer les citoyens dans cette recherche de sens. Est-ce utopique ? Rappelons-nous comment Eduardo Galeano parlait de l'utopie « *Je m'approche de deux pas, elle s'éloigne de deux pas. J'avance de dix pas et l'horizon s'enfuit dix pas plus loin. J'aurai beau avancer, jamais je ne l'atteindrai. A quoi sert l'utopie ? Elle sert à cela : à avancer.* »<sup>12</sup> Les questions que posent les indicateurs nous font avancer dans la réflexion sur la société que nous désirons.

Nous pensons que les nouveaux indicateurs peuvent permettre de donner un autre sens à la société que la course au « produire plus pour produire plus ». Ils peuvent permettre aux citoyens d'avancer vers un but commun, enrichi des différentes dimensions de la vie qui favorisent chaque jour le bien-être de chacun et le bien-être collectif. Aujourd'hui, la boussole ne fonctionne plus, le PIB est en panne et le moral des ménages est à un niveau historiquement bas. Comme le disait Einstein, « *quand on a la tête en forme de marteau, on voit tous les problèmes en forme de clou* ». Aborder autrement la question des indicateurs et par leur intermédiaire, s'interroger sur ce qui constitue notre richesse semble aujourd'hui une nécessité pour améliorer le bien-être de la population.



En période de crise, il est ainsi crucial d'identifier, en complément de la croissance classique, des facteurs susceptibles de maintenir ou d'améliorer le bien-être des populations. Les indicateurs sont un véhicule pour définir politiquement et démocratiquement un cap commun qui soit inspirant pour notre société.

<sup>11</sup> Enquête menée par la méthode des « Focus Groups » en déc 2010, commanditée par la Fabrique Spinoza, réalisée par le cabinet Acme Consultants.

<sup>12</sup> GALEANO Eduardo, "Paroles vagabondes", traduit de l'espagnol (Uruguay) par Lolita Chaput, gravures de José Francisco Borges, Lux, Montréal, 2010, 331 pages.

### *D) Quel mode de consultation ?*

Une singularité de ces débats est l'entrecroisement de questions normatives, adressées à tous (qu'est-ce que le progrès des sociétés ?) et de questions d'ordre statistique, réservées aux experts (comment composer, pondérer, agréger les indicateurs ?).

Après la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (pour la mesure du développement économique et du progrès social), il semble important de mettre l'accent sur la mobilisation citoyenne. Les indicateurs ne seront légitimés, appropriés et utilisés par la population (et les dirigeants politiques) que lorsqu'il y aura mobilisation citoyenne et débat démocratique autour d'eux.

Il est communément accepté que la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi a fait avancer le débat en validant et en légitimant institutionnellement les critiques qui étaient faites au PIB. Cela a contribué à un début de prise de conscience par le grand public des représentations sous-jacentes au PIB.



Si un tel projet nécessite qu'économistes, statisticiens, sociologues (etc.) partagent leurs compétences pour résoudre les problèmes techniques, cela ne doit pas pour autant laisser les citoyens à l'écart de ces réflexions. La Commission Stiglitz a marginalement sollicité la société civile et ne s'est pas interrogée sur les moyens pour les citoyens de s'organiser et de décider ensemble de ce qui leur importe vraiment.

Or le citoyen n'est-il pas, en connaisseur de son environnement, le mieux placé pour définir ce qui doit compter ? Le cas échéant, comment l'impliquer dans la discussion malgré les barrières techniques ? Ces questions sont importantes : interrogés lors d'une enquête sociologique qualitative<sup>13</sup>, des citoyens révèlent que, particulièrement en période de crise, des indicateurs de bien-être leur semblent importants et qu'ils souhaiteraient que les politiques en conçoivent et s'en servent.

### *E) Indicateurs synthétiques ou tableaux de bord ?*

Une des préconisations du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi était d'éviter les indicateurs agrégés ou composites, préconisation reprise par le rapport conjoint du Conseil d'Analyse Economique (français) et du Conseil des Experts Economistes (allemands) de décembre 2010 (voir plus bas dans le rapport).

Un indicateur agrégé (utilisation d'une même unité – monétaire par exemple – pour toutes les dimensions, agrégées ensuite) ou composite (conversion d'unités différentes en des index – sur 100 par exemple – ensuite pondérés et assemblés) présente l'avantage de pouvoir résumer ou synthétiser les données par un chiffre, une note, ce que le tableau de bord ne permet pas. En revanche, deux questions se posent pour permettre l'agrégat ou l'assemblage :

---

<sup>13</sup> Enquête menée par la méthode des « Focus Groups » en déc 2010, commanditée par la Fabrique Spinoza, réalisée par le cabinet Acmé Consultants.

### 1/ les pondérations (cas des indicateurs composites)

Pour assembler des dimensions différentes, elles doivent être converties chacune en un indice (sur 100 par exemple) puis une pondération doit être choisie. Quels critères adopter pour celle-ci ?

- Pondération uniforme ? (toutes les dimensions ont la même importance)
- Pondération démocratique ? (les citoyens sont interrogés directement ou indirectement sur les importances relatives des différents facteurs)
- Pondération normative ? (des critères sont utilisés pour décider des pondérations ; ils peuvent être politiques ou inspirés par la recherche)

De surcroît, une question supplémentaire se pose : la pondération est-elle globale ? Est-elle spécifique à certains groupes de population (selon âge, sexe, etc.), à chaque répondant ?

### 2/ l'unité commune choisie (cas des indicateurs agrégés)

Pour pouvoir être additionnées, toutes les dimensions doivent être évaluées dans une même unité sommable. Il peut par exemple s'agir d'une unité monétaire. Attention, derrière une telle convention, se cache le postulat selon lequel les dimensions sont considérées comme substituables les unes aux autres. L'augmentation d'une dimension peut compenser la diminution d'une autre.

A l'inverse, évitant ces enjeux complexes, un tableau de bord offre l'inconvénient de ne pouvoir résumer l'information en un chiffre unique.

	Forces	Faiblesses
Indicateurs agrégés ou composites	Lisibilité Pouvoir de synthèse	<b>SUBSTITUABILITÉ</b> Crédibilité de la pondération (si composite) Lisibilité du calcul de la pondération (idem) Complexité de détermination de la pondération Caractère normatif de la pondération
Tableaux de bord	Pas d'hypothèses de pondération (composite) ou de conversion (agrégé) à défendre	Manque de lisibilité Faible pouvoir d'évocation face au PIB

### F) Quelle vision du développement durable ?

Un indicateur de développement pose la question de la vision du développement durable. On en distingue deux principales :

- La vision faible du développement durable
- La vision forte de celui-ci

Dans la droite ligne de l'enjeu précédent, la vision faible se définit par la substituabilité de l'environnement (et des autres composantes du développement durable) par d'autres

éléments. Les indicateurs, à vision faible du développement durable, sont généralement monétaires et agrégés. A titre d'exemple, une variable d'un tel indicateur pourrait être un indice de la biodiversité, converti en Euros, alors qu'une autre variable serait le revenu par ménage. Agréger les deux variables (en les additionnant par exemple) reviendrait à autoriser la dégradation de la biodiversité en échange d'une augmentation de la richesse des foyers.



Par opposition, la vision forte du développement durable pose que la valeur de l'environnement doit être examinée séparément des autres richesses, et à ce titre ne pas être substituée. Les indicateurs dans cette lignée favorisent généralement des variables qui sont des quantités physiques et non pas monétaires. De tels indicateurs ne peuvent être agrégés, puisqu'ils exigent la prise en compte non substituable de certains éléments.

### **G) Combien de composantes dans l'indicateur ?**

Le nombre de composantes de l'indicateur pose la question de l'arbitrage entre simplicité et exhaustivité.

Pour être un bon outil, un indicateur doit être à même de capturer la complexité du monde, donc prendre en compte un nombre important de variables.

Inversement, pour être lisible, il ne peut être trop étendu, c'est-à-dire compter un nombre trop important de variables affichées en même temps.

Une parade pour faciliter cet arbitrage consiste à avoir une structure en poupée russe de l'indicateur, c'est-à-dire d'avoir un nombre modeste de dimensions, résumant chacune plusieurs variables. Ainsi, avec une structure à deux étages, lisibilité et exhaustivité peuvent être conciliées. Des structures plus complexes peuvent être imaginées à trois étages, avec des sous-dimensions, maintenant la lisibilité, mais permettant une plus grande complexité de modélisation de la réalité.

Il ne ressort pas des entretiens de recherche un « nombre d'or » de composantes. En revanche, un consensus se dégage sur le fait qu'avoir plus de 25 indicateurs de premier niveau rend illisible l'outil.

*Voir fin du rapport pour un schéma d'une architecture possible d'indicateurs.*

### **H) Quelle architecture territoriale aux indicateurs ?**

L'enjeu est ici de savoir comment organiser les différents niveaux territoriaux d'indicateurs, du niveau international au local en passant par les niveaux nationaux et régionaux.

La tension réside dans la volonté de prendre à la fois en compte les spécificités territoriales et à la fois d'harmoniser / standardiser les indicateurs entre eux.

A titre d'exemple, l'Indice de Développement Humain prend en compte le taux d'alphabétisation. Cet indice a l'avantage d'être connu au niveau international mais présente l'inconvénient d'être peu adapté aux pays développés, pour qui cette mesure de la performance éducative est peu pertinente.

Cet enjeu sera discuté en détail dans la partie sur l'utilisation des indicateurs.

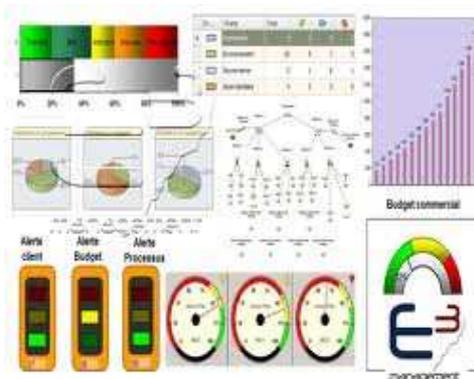
### *1) Le bien commun est-il bien capturé par les indicateurs ?*

Deux visions sont à concilier au sein d'un indicateur : sa capacité à appréhender ce qui compte pour les individus et celle de capturer le bien commun. Un indicateur qui serait construit comme une somme (une moyenne ou médiane) de mesures au niveau de l'individu arriverait-il à prendre en compte le bien commun ? Le collectif FAIR (Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse) s'interroge notamment sur ces enjeux. A titre d'exemple, le patrimoine environnemental est un bien qui n'émerge pas forcément de la prise en compte de ce qui constitue les bien-être individuels. Cette observation invite à se demander si le processus de constitution des indicateurs est également susceptible de faire émerger une vision du bien commun, au-delà de la prise en compte des intérêts individuels. Si l'on définit le bien commun comme la résultante des biens individuels et des interactions entre individus, alors un **processus délibératif** (c'est-à-dire générant des interactions entre les individus) pourrait constituer une réponse.

### III. QUELLES RÉPONSES SONT APPORTÉES PAR LES INDICATEURS ?

#### A) Définition possible d'un indicateur

Il semble y avoir une compréhension inégale de ce qui constitue un indicateur complémentaire au PIB.



Certaines personnes, par exemple, estiment que :

- une statistique comme le taux de chômage constitue un indicateur complémentaire au PIB ; alors que, du point de vue de la Fabrique Spinoza, il s'agit d'une mesure isolée.
- l'ensemble des informations contenues dans des recueils de statistiques (ex: site de l'INSEE) en sont un également ; alors que ces informations sont peu agrégées, ou peu centralisées.

Pour clarifier les choses, la Fabrique considère que pour pouvoir compléter le PIB, un indicateur doit être :

*Un agrégat structuré et lisible de statistiques mesurant une certaine réalité et qui permet d'avoir rapidement un aperçu de l'état (et éventuellement de l'évolution) de cette réalité.*



Ainsi, l'espérance de vie, le taux d'alphabétisation, ou le revenu par habitant ne sont pas des indicateurs complémentaires au sens où nous l'entendons, mais une fois réunis, ils reconstituent l'Indice de Développement Humain (IDH).

#### B) Quatre indicateurs notables et leurs limitations

##### 1. L'Indice de Développement Humain



L'Indice de Développement Humain, créé par le PNUD en 1990, a pour vocation de recentrer les politiques de développement sur la santé et l'éducation, en plus de la production. Il est calculé en faisant la moyenne de la longévité, du niveau d'éducation et du niveau de vie.

Son atout principal est la visibilité.

On peut relever les limitations suivantes de l'IDH :

- L'IDH ne prend pas en compte le bien-être subjectif qui devrait aussi guider les politiques publiques.
- Les pays développés ont déjà un score proche du maximum : l'IDH ne leur permet pas de s'engager sur les enjeux du siècle nouveau.

[Lien vers le site de l'ONU de calcul de l'IDH.](#)

## 2. Le « Better Life Index » de l'OCDE



Le *Better-Life Index* de l'OCDE est un indice comportant 11 dimensions du bien-être. Les utilisateurs (pays ou individus) sont invités à donner leurs propres pondérations des différentes dimensions pour un calcul du score total.

Les atouts de l'indice sont :

- sa diversité de champs : logement, revenu, emploi, liens sociaux, éducation, environnement, engagement civique, santé, satisfaction, sécurité, équilibre vie personnelle et professionnelle.
- la visualisation graphique des résultats et l'architecture simple (une à trois variables par dimension) qui permet de parer à la complexité du système.
- sa conception transverse aux pays de l'OCDE.

Les limitations de celui-ci sont :

- Le *Better-Life Index* ne bénéficie pas d'une reconnaissance nationale (en France) par les politiques, les médias et le public, même si l'OCDE a dévoilé sa version française en mai 2012, intitulée « l'indice du mieux-vivre en France ».
- Contrairement au *Happy Planet Index* (voir ci-dessous), il ne prend pas en compte l'accroissement de l'empreinte écologique des pays riches. Le développement durable est une dimension comme une autre du bien-être. La prise en compte de la durabilité est donc faible.
- Il n'a pas fait l'objet d'une consultation pour son élaboration et sa légitimité démocratique est donc limitée

[Lien vers le site de calcul de l'indice du vivre-mieux en France.](#)

## 3. L'Indice de Santé Sociale Régional (ISSR)

Souhaitant s'abstraire de décisions expertes arbitraires, une expérience sur les indicateurs a été réalisée dans la région Nord-Pas-de-Calais. A l'issue d'un rapport sur les inégalités et la pauvreté réalisé pour le compte du Conseil régional Nord-Pas-de-Calais (Jany-Catrice, Kampelmann, 2007), des groupes pluriels regroupant associations, experts, administratifs ont été mis en place et ont été le lieu de plusieurs séances de débats sur la base des interprétations

que permettaient ou pas ce [nouveau baromètre régional des inégalités et de la pauvreté](#). Des discussions engageant l'ensemble des acteurs ont concerné sa composition, mais aussi les pondérations des dimensions qui le composent.

Résultant de ces débats de groupes de travail de la Région Nord-Pas-de-Calais, l'Indice de Santé Sociale Régional (ISSR) a été conçu et comporte les dimensions suivantes (version de 2008 présentée ici) :

Dimension	Sous dimension	Variables retenues	
Revenu	consommation	Taux de surendettement	
	Inégalité et pauvreté	Taux d'ISF	Montant moyen par ménage imposable
	Pauvreté	Taux de pauvreté monétaire des moins de 17 ans	
	Salaires	Rapport D9/D1	
Travail et emploi	chômage	Taux de chômage	Ecart taux de chômage entre femmes et hommes
	Conditions de travail	Taux de fréquence des accidents de travail avec arrêt	Taux de maladies professionnelles
	précarité	Part de l'emploi précaire	Taux de travail à temps partiel
	Relations professionnelles	Taux de conflits du travail	
Education		Taux des actifs sans diplômes	Taux d'accès au baccalauréat
Santé		Espérance de vie à la naissance	
Logement		Part du recours à l'expulsion locative	
Justice		Crimes et délits contre les personnes et les biens pour 100 000 habitants	

Cette initiative doit être soulignée à plusieurs titres :

1. Déroulement en France
2. Expérience évolutive, c'est-à-dire s'appuyant sur des travaux antérieurs (Baromètres des Inégalités et de la Pauvreté BIP40), plutôt que créée *ex nihilo*.
3. Processus participatif mettant le citoyen au cœur de l'arbitrage fondamental.
4. Initiative régionale avec potentiel de répliation (voir plus loin dans ce rapport le travail de l'Association des Régions de France).
5. Prise en compte des inégalités au premier plan dans l'outil (plutôt que uniquement la durabilité ou la qualité de vie, comme pour la majorité des outils).

Les limitations de cet outil sont les suivantes :

- Pas de prise en compte de variables subjectives de citoyens
- Visibilité moyenne/modérée
- Des dimensions ignorées du bien-être, comme l'équilibre vie privée – vie professionnelle, la gouvernance, etc.
- Un indice « défensif » qui examine les lacunes de notre société (pauvreté, précarité, etc.), à potentiel d'alarme important, mais d'inspiration moindre

[Lien vers des explications plus détaillées de l'ISSR.](#)

#### 4. Le Happy Planet Index



Le *Happy Planet Index* de la *New Economics Foundation* prend le parti pris du bien-être subjectif comme objectif ultime, et la consommation des matières premières comme entrée fondamentale. Sa formule repose sur le calcul suivant :

HPI = (espérance de vie x indice de satisfaction de la vie) / [empreinte écologique](#)

Ses deux atouts fondamentaux sont donc de :

- sensibiliser l'opinion sur le coût écologique.
- mettre en avant les mesures subjectives qui sont peu estimées par les économistes.

On peut trouver trois limitations principales au *Happy Planet Index*. Il est facile à communiquer mais souffre donc justement d'une relative simplification. Il ne prend pas en compte les dimensions objectives qui font le bien-être, et la durabilité est focalisée uniquement sur nos besoins en ressources naturelles.

[Lien vers le site officiel du \*Happy Planet Index\*.](#)

#### C) 3 sources d'inspiration étrangères

##### 1. Le Royaume-Uni et son programme de mesure du bien-être national



Une initiative est lancée sous une impulsion politique forte de David Cameron le 25 novembre 2010 qui charge l'Office National Statistique (ONS) de mesurer le bien-être, en plus de suivre la croissance.

[Lien vers le site de l'ONS sur ce programme.](#)

Il mobilise les citoyens de manière ambitieuse puisque 200 000 d'entre eux ont été interrogés pour déterminer « ce qui compte vraiment ». Le processus s'est déroulé en cinq grandes étapes :

- Phase 1 : débat national sur « la mesure de ce qui compte » (novembre 2010-avril 2011)
- Phase 2 : travail d'experts orchestré par l'Office National Statistique (ONS) pour élaborer un système d'indicateurs sur la base des orientations de la phase I (avril 2011 --> octobre 2011)
- Phase 3 : consultation nationale pour recueillir les avis des citoyens et des partenaires sur le travail de la phase II (novembre 2011 --> janvier 2012)
- Phase 4 : travaux de l'ONS pour affiner le système d'indicateurs et continuer de le tester avec les partenaires (février 2012 --> mars 2012)
- Phase 5 : publication des mesures sur un site web dédié de l'ONS, avec des améliorations progressives en utilisant des consultations régulières avec les citoyens, partenaires et initiatives internationales (avril 2012-Décembre 2012).

Une publication des résultats finaux est donc attendue pour fin 2012.

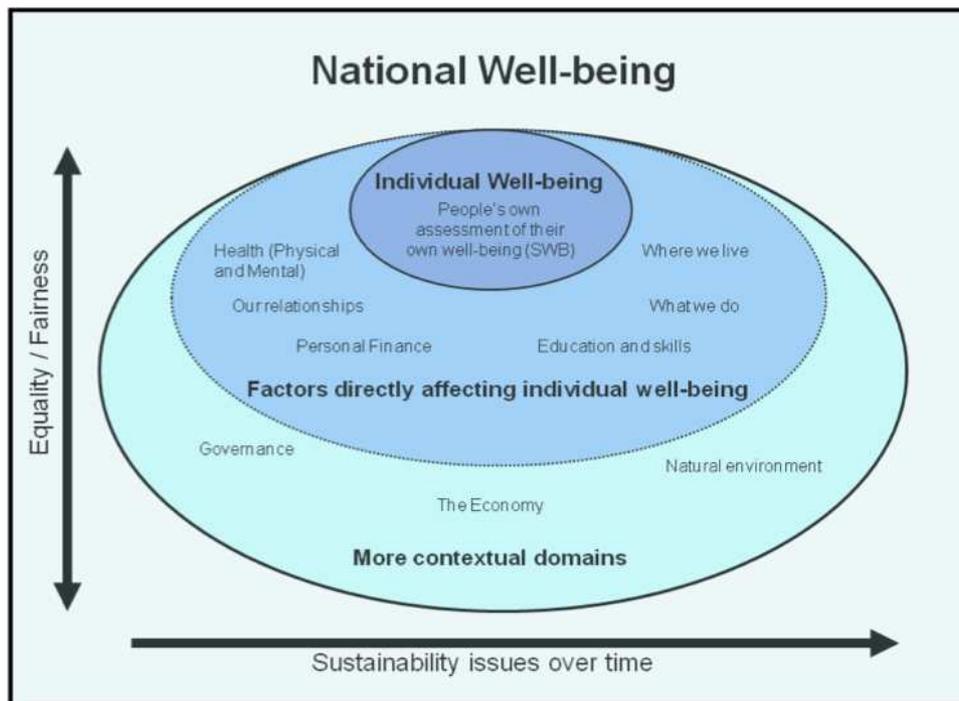
*Voir en annexe la méthodologie détaillée.*

Les domaines et variables ayant émergé en juillet 2012 sont les suivants :

- Bien-être individuel : satisfaction de vie, intérêt des choses que l'on fait, heureux la veille, anxieux la veille
- Ses relations : satisfaction quant à sa famille, satisfaction de sa vie sociale, compter sur quelqu'un en cas de crise
- Santé : espérance de vie, maladie longue ou invalidité, satisfaction quant à sa santé, trouble psychologique ou mental
- Ce que l'on fait : taux de chômage, satisfaction avec son travail, satisfaction avec son temps de loisirs, satisfaction avec son utilisation de son temps de loisir, bénévolat
- Là où l'on vit : taux de criminalité, sentiment de sécurité dehors la nuit, accès à un espace vert la semaine précédente, sentiment d'appartenance à son quartier
- Finance personnelle : taux de pauvreté après cout du logement, richesse du ménage, satisfaction du revenu du ménage, sentiment de difficulté financière
- Education et compétences : notes en anglais et en mathématiques, taux de sans qualification
- Economie : revenu des ménages, revenu national net, dette du pays, taux d'inflation
- Gouvernance : taux de participation aux élections, confiance dans le Parlement, confiance dans le gouvernement
- Environnement naturel : émission de gaz à effet de serre, pollution de l'air, surface des domaines protégés, énergie propre

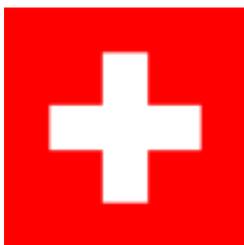
[Lien vers les résultats complets.](#)

Le schéma ci-dessous présente l'architecture théorique encadrant l'élaboration d'un système d'indicateurs complémentaires au PIB :



Ainsi, autour du Bien-Être Subjectif déclaré (*Subjective Well-Being, SWB* en Anglais) qui est celui de l'individu, vient se développer le 2<sup>nd</sup> niveau, celui des facteurs l'affectant : la santé (mentale et physique), les relations, les finances personnelles, l'endroit où l'on vit, ce que l'on fait, ses compétences et son éducation. Enfin, en 3<sup>e</sup> cercle, des domaines contextuels interviennent : la gouvernance, l'économie, l'environnement naturel. Ces trois cercles doivent être inscrits dans une optique de justice, d'équité mais aussi de durabilité.

## 2. La Suisse et son système Monet



Le système d'indicateurs Monet est précurseur puisqu'il date d'une initiative du Conseil Fédéral lancée en 2003 et se formalise pour la première fois en 2004.

Son originalité réside dans l'élaboration préalable de 45 postulats idéologiques indiquant la direction à suivre en termes de développement durable. Ces postulats sont validés via des enquêtes régulières de satisfaction des citoyens.

*Voir liste des postulats en annexe de ce rapport*

On notera également que ce système est orienté vers l'action puisqu'il est utilisé par le Conseil Fédéral et décliné au niveau cantonal et communal.

80 indicateurs, dont 16 indicateurs-clés décrivent la situation actuelle et l'évolution de la Suisse sur le chemin du développement durable dans ses trois dimensions économique,

sociale et environnementale. Les indicateurs sont actualisés une fois par année en automne. Les indicateurs sont répartis en 4 grands types, illustrés ici par des exemples d'évolution :

- Satisfaction des besoins : bien-être et bonheur

Exemples : l'espérance de vie en bonne santé augmente//la violence augmente//le taux de sans-emploi est stable.

- Répartition des ressources : équité

Exemples : la proportion de personnes pauvres ne recule pas//les dépenses pour l'aide au développement augmentent//les salaires des femmes ne se rapprochent que lentement de ceux des hommes.

- Préservation du capital : préservation du capital culturel, social, civilisationnel, soutenabilité des finances publiques, biodiversité ; toutes les sortes de capital sont ici représentées.

Exemples : les compétences en lecture des jeunes ne progressent que peu// la dette a augmenté// le nombre de personnes travaillant dans les domaines scientifiques et technologiques augmente// les populations d'oiseaux nicheurs fluctuent// les surfaces d'habitat et d'infrastructure s'étendent.

- Découplage : découplage entre la croissance économique et les ressources consommées. Dans une perspective de développement durable, il est nécessaire de chercher à satisfaire nos besoins dans les limites de ce que peut supporter l'environnement. Favoriser un développement économique et social sans porter atteinte à l'environnement implique d'adopter des modes de production et de consommation plus rationnels et efficaces.

Exemples : Les transports de marchandises croissent plus fortement que l'économie//la consommation d'énergies par habitant stagne//l'intensité matérielle fluctue

Les 16 indicateurs-clés sont les suivants :

**A/ Satisfaction des besoins - Quelle est notre qualité de vie aujourd'hui ?**

- Santé (Espérance de vie)
- Revenus (Revenu disponible équivalent)
- Sécurité (Le nombre de condamnations pour infractions consommées de violence grave - avec atteintes à la vie ou à l'intégrité corporelle)
- Chômage (Taux de chômage au sens du BIT)

**B/ Solidarité - Comment les ressources sont-elles réparties ?**

- Aide au développement (Aide public au développement par rapport au revenu national brut)
- Egalité (Différence salariale entre les hommes et les femmes par rapport au salaire mensuel brut des hommes)

**C/ Préservation du capital - Que laisserons-nous à nos enfants ?**

- Compétences en lecture des jeunes (Part des jeunes de 15 ans qui atteignent au moins le niveau 2 en lecture - sur une échelle de 1 à 6)
- Dette publique (Dette brute des administrations publiques par rapport au PIB)
- Investissements (Part des investissements par rapport au PIB)
- Innovation et technologie (Part des personnes formées et actives en sciences et technologies dans la population active occupée)
- Biodiversité (Evolution de la population des oiseaux nicheurs en Suisse)
- Surfaces bâties (Surface d'infrastructure et d'habitat par habitant)

**D/ Découplage - Notre utilisation des ressources est-elle rationnelle ?**

- Transport de marchandises (Prestations de transport marchandises, route et rail, par rapport au PIB aux prix de l'année précédente - année de référence 2000)
- Transport de personnes (Part des transports publics dans l'ensemble des transports des personnes sur la route et le rail)
- Consommation d'énergie (Consommation finale d'énergie par personne)
- Consommation de matières (Ensemble des besoins matériels par unité de PIB)

[Lien vers le site du système MONET.](#)

**3. Le Bhoutan et le Bonheur National Brut**



La particularité de ce système d'indicateurs est sa profonde intégration au sein du gouvernement : le bonheur est un slogan national depuis 1972. En cette année-là, le roi annonce la maximisation du Bonheur National Brut (BNB) comme objectif national pour préserver la culture unique du Bhoutan face à la modernité.

Les politiques de préservation des richesses naturelles et humaines sont guidées par le BNB. Le Bhoutan est à l'origine d'une résolution de l'ONU sur le bonheur comme finalité du développement (voir plus avant dans le rapport).

Le système d'indicateurs est structuré autour de quatre piliers :

- Un développement socio-économique durable et équitable
- La préservation et la promotion de la diversité culturelle
- La bonne gouvernance (et le développement humain)
- La préservation de l'environnement

Ces quatre piliers sont ensuite déclinés en neuf domaines :

1. Conditions de vie,
2. Enseignement,
3. Bien-être psychologique,
4. Santé,
5. Utilisation du temps,
6. Diversité et résilience culturelle,
7. Bonne gouvernance,
8. Vitalité de la communauté,
9. Diversité et résilience écologique

Ces neuf domaines sont ensuite eux-mêmes déclinés en 72 indicateurs.

#### **D) Les facteurs clés de succès des indicateurs**

Les recherches de la Fabrique Spinoza ainsi que les entretiens avec les personnes rencontrées lors des entretiens ont permis de dégager les nombreuses qualités que devraient posséder les futurs indicateurs.

***Ces qualités sont délicates à concilier (comme visible dans le tableau ci-dessous), et le plus grand défi des concepteurs d'indicateurs est certainement d'arriver à trouver le bon équilibre entre ces différentes exigences.***

## CONCILIABILITÉ DES QUALITÉS REQUISES POUR UN INDICATEUR

	Décomposable géographiquement (indicateur national)	Comparabilité	Correspondant au niveau de décision politique	Adapté aux préférences (pays)	Adapté aux préférences (région)	Publié fréquemment
Solidité statistique						
Publié fréquemment						
Adapté aux préférences (régions)						
Adapté aux préférences (pays)						
Correspondant au niveau de décision pol.						
Comparabilité						

### *La solidité statistique*

Comme toutes statistiques, les indicateurs doivent reposer sur une méthode de collecte de données, d'analyse et d'assemblage fiable pour être crédibles.

### *La largeur de spectre*

Mesurer le progrès sociétal est complexe et nécessite un nombre important de paramètres à prendre en compte. Un bon indicateur est capable d'appréhender cette complexité et a un donc un spectre large de dimensions qu'il prend en compte.

### *La prise en compte de données subjectives*

La parité (ou tout du moins l'équilibre) entre indicateurs objectifs et subjectifs, permet de prendre en compte la satisfaction des individus vis-à-vis de leur situation, au même titre que l'amélioration objective des conditions. A titre d'exemple, si le taux de criminalité d'un pays diminue, mais que perdure un sentiment d'insécurité, alors les politiques publiques ne sont qu'à moitié fructueuses : elles le sont pour ceux qui n'ont pas été victimes d'un acte criminel mais ne le sont pas pour le reste de la population pour qui le sentiment (de sécurité ou d'insécurité) est resté le même.

### *La fréquence de collecte des données et la comparabilité*

Un indicateur pris isolément est de moindre portée, et sans signification s'il est à la fois isolé et synthétique. Afin d'être utile, il faut pouvoir le comparer avec son niveau antérieur et, idéalement, avec le niveau d'autres pays ou régions.

Il est donc important que les indicateurs soient mis à jour le plus régulièrement possible. Comme le soulignait un statisticien interrogé, « le meilleur des indicateurs sera inutile s'il est mis à jour tous les cinq ans ».

De plus, il est souhaitable que les organisations statistiques se coordonnent afin de créer des indicateurs qui sont comparables entre eux. Ils permettent de mettre en perspective les résultats obtenus à un endroit et facilitent l'identification des meilleures pratiques.

En revanche, il est à noter que la comparabilité spatiale ou territoriale nécessite un plus grand nombre de collectes de données (plus fréquentes ou en plus d'endroits) et peut donc induire

des coûts supplémentaires, particulièrement malvenus en période de restriction budgétaire et de réduction d'effectifs dans les offices statistiques nationaux.

#### *La lisibilité*

L'indicateur idéal est celui qui permet d'avoir un aperçu rapide et facilement compréhensible d'une situation tout en permettant à ceux qui en ont besoin d'avoir accès à des informations plus détaillées sur chacun des aspects qui le composent. La conciliation de ces deux exigences requiert une architecture adéquate de l'indicateur, potentiellement avec des sous-niveaux. A titre d'exemple, l'IDH compte trois niveaux : le score total, les sous-dimensions (éducation, richesse, santé), et enfin les variables de calculs de ces sous-dimensions (ex: l'éducation comprend à la fois le taux d'alphabétisation et la durée moyenne attendue de scolarisation des adultes de moins de 25 ans).

#### *L'inclusion de mesures de stocks, d'inégalités et de durabilité économique et environnementale*

Lorsqu'il est question d'un indicateur de développement économique global, les recommandations de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (notamment celle d'inclure dans l'indicateur des mesures de *stocks* plutôt que des mesures de *flux* comme le PIB) sont très bien reçues. Un large consensus se dessine pour affirmer que les mesures de durabilité économique et d'inégalités sont nécessaires.

#### *L'échelle pertinente*

L'indicateur idéal est mesuré à une échelle qui correspond au niveau de décision politique, associé à la problématique mesurée. Par exemple, mesurer la propreté des rues au niveau national a peu de sens puisque ce sont les municipalités qui ont le pouvoir d'agir sur la question. Inversement, la mobilité interne de la population fait en sorte que certaines mesures comme l'espérance de vie ne sont pas toujours pertinentes à l'échelle locale.

#### *La transparence*

La création de statistiques implique de faire des choix techniques et politiques qui ont un impact important sur les résultats. Un indicateur se doit d'être accompagné de toute l'information ayant permis sa construction afin que tous ses utilisateurs potentiels puissent l'analyser en connaissance de cause. Il s'agit donc bien ici d'un critère de transparence et non pas de simplicité. Par analogie, le PIB est complexe à analyser mais ses mécanismes de calculs sont disponibles et en permettent l'examen critique et la compréhension. Il serait ainsi souhaitable qu'un indicateur comporte des fiches sur chacune de ses variables constitutives.

#### *La légitimité*

Un indicateur solide statistiquement mais considéré comme illégitime par ses utilisateurs potentiels ne sera pas utilisé. Les indicateurs produits par les statisticiens doivent donc refléter adéquatement les préoccupations et les préférences des citoyens. Cette légitimité peut résulter d'un choix politique ou préférentiellement d'une consultation citoyenne (directe via des enquêtes et indirecte auprès des représentants des populations).

### E) Un facteur de succès saillant : la consultation de la société civile

Afin d'éclairer la nécessaire consultation des citoyens dans la constitution de nouveaux indicateurs de qualité, on peut citer trois arguments :

1/ Une Commission comme celle de Siglitz-Sen-Fitoussi (pour la mesure de la performance économique et du progrès social) était composée à 95% d'économistes, et à 95% d'hommes ; une telle commission ne saurait résumer les diversités des aspirations humaines quant à ce qui caractérise le bien-être collectif et le progrès.

2/ Une définition d'un projet de société commun et des indicateurs afférents permettant de mesurer l'avancée vers ce cap nécessite la contribution des institutions, des experts, mais aussi de la société civile, voire des citoyens eux-mêmes.

3/ Un avis du Comité Economique et Social Européen<sup>14</sup> sur « Le PIB et au-delà – L'implication de la société civile dans le processus de sélection d'indicateurs complémentaires » établit l'importance d'une consultation de la société civile, comme le montrent les extraits ci-dessous.

- 1.8. Le CESE juge par ailleurs qu'il convient que la société civile, en conjonction avec les autres acteurs sociaux et institutionnels, repère les champs d'intervention dans lesquels se marque le progrès d'une société, en déterminant les domaines spécifiques et les phénomènes saillants, au plan économique, social et environnemental. Cette démarche peut s'effectuer par le recours à des instruments spécifiques d'information, de consultation et de participation
- 1.8.1 Le CESE est d'avis que la légitimité des décisions publiques ne peut être produite et assurée uniquement par les garanties et dispositions formelles de l'Etat, qu'elles soient institutionnelles, juridiques ou constitutionnelles, mais doit absolument reposer sur la contribution de la société civile.
- 1.8.2 L'apport spécifique de la société civile à la définition des perspectives de développement et de bien-être constitue une contribution politique indispensable non seulement pour conjuguer la dimension participative avec la dimension cognitive mais également pour atteindre les objectifs poursuivis.
- 1.9 Le chaînon manquant réside toutefois dans le développement des instruments en matière de mise en application et de comptes à rendre qui sont nécessaires pour coupler les choix politiques, en particulier ceux concernant la politique économique et budgétaire, aux performances des indicateurs eux-mêmes.

<sup>14</sup> Avis 2012/C 181/04 du Comité économique et social européen

- 1.10 À la lumière des expériences de consultation et de participation menées dans différents pays, le CESE considère que le «modèle délibératif» (processus d'échange d'informations et d'avis concernant une décision commune, dans une dimension discursive grâce à laquelle les préférences collectives peuvent se dégager et s'exprimer), sur la base duquel il conviendrait de bâtir les indicateurs de bien-être et de progrès, devrait reposer sur les éléments suivants:
  - un dialogue sur pied d'Egalité entre les acteurs institutionnels et les représentations de la société civile,
  - l'association au processus délibératif de tous les intervenants qui sont intéressés par une intégration de la perspective de mesurer et de viser le bien-être et le progrès social,
  - une démarche axée sur le bien commun, en particulier dans la phase de synthèse qui suit celle des échanges discursifs.

### F) Exemple de bonnes pratiques dans les indicateurs existants

Passant en revue les qualités identifiées ci-dessus, on peut identifier des indicateurs performants pour chacune d'entre elles, dégagant ainsi des chemins pour l'élaboration de nouveaux indicateurs dans le futur. Le tableau ci-dessous en dresse un résumé.

	Benchmark	Caractéristiques
Aspect démocratique	 <b>National well-being</b>	200 000 citoyens mobilisés avec un budget de 100 M€ pour déterminer les dimensions, valider les variables et mettre à jour le système.
Accessibilité / Exhaustivité	 <b>OECD Better Life Initiative</b>	Un système de mesure sur 11 dimensions permet de cerner le progrès du bien-être dans un sens holiste.
Impact de la subjectivité	 <b>nef HPI</b>	Le HPI définit le bien-être subjectif comme l'objectif ultime de toutes les politiques. Il est pris en compte dans une moindre mesure en Suisse et au Bhoutan.
Validité des fondations	 <b>MONET</b>	La composition de l'indicateur est soutenue par des études d'experts sur le développement durable, et régulièrement remise en question par des enquêtes et des concertations entre chercheurs.
Utilisation effective	 <b>GNH</b>	Le roi du Bhoutan a fait de l'importance du bonheur un slogan national. Les médias et le public se sont largement appropriés ce but commun. La politique publique est guidée par un système exhaustif d'indicateurs.
Dispersion	 <b>BIP40</b>	Le BIP 40 est voué à la mesure des inégalités de revenus et d'accès au travail, au logement, à la santé et à l'éducation.
Durabilité	 <b>IBEE</b>	Une dimension « Stock de richesses », mesure les variations des patrimoines humain, économique et environnemental. L'impact social de la pollution et le capital « R&D » sont également mesurés.

### G) Des nouveaux indicateurs (nationaux) de 2<sup>ème</sup> génération

Des indicateurs complémentaires au PIB existent en France ou dans d'autres pays : le BIP 40 (Baromètre des Inégalités et de la Pauvreté), l'IBEE (Indicateur de Bien-Être Economique), l'IDH (Indice de Développement Humain), etc. Toutefois, ces indicateurs ne sont pas optimaux, notamment parce qu'ils sont antérieurs à la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi et n'ont donc pas pu prendre en compte ses recommandations dans leur élaboration.

Voici les raisons militant pour la création de nouveaux indicateurs de 2<sup>ème</sup> génération, au niveau national :

#### *- Pour améliorer la légitimité démocratique*

La plupart d'entre eux ont fait l'objet de travaux techniques mais n'ont pas interrogé les citoyens lors de leur élaboration. La pertinence de ce qu'ils prennent en compte dans leurs mesures est donc ébranlée.

#### *- Pour les adapter à notre culture, notre degré de développement ou nos spécificités*

Chaque indicateur est inscrit dans une culture. Ainsi, l'Indice Canadien du Bien-être prend en compte le sous-indice de la planète vivante du Canada, inadapté à la France.

#### *- Pour améliorer la robustesse technique*

Certains indicateurs ont été construits par des collectifs ou dans le cadre d'initiatives citoyennes et n'ont pas démontré leur robustesse technique, faute de moyens experts ou financiers.

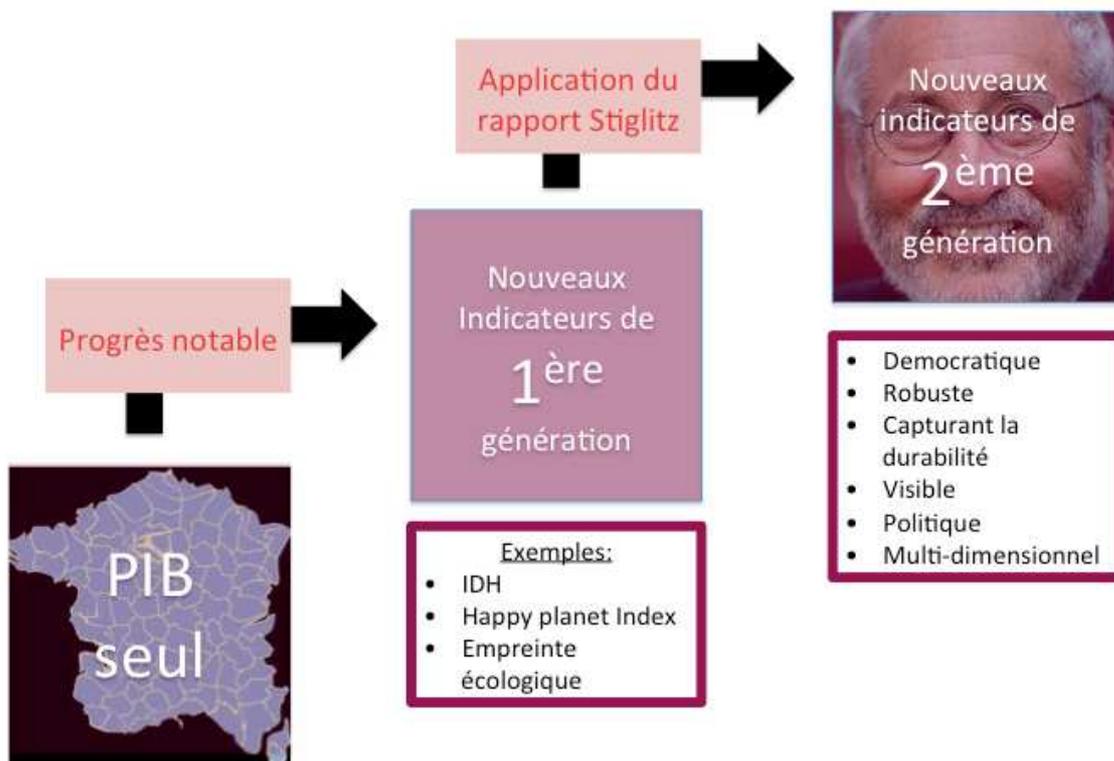
#### *- Pour les concevoir comme des outils de pilotage politique*

Certains indicateurs ont été conçus comme un chiffre synthétique, qui ne permet pas d'utilisation par les dirigeants politiques comme tableau de bord. Ainsi le *Happy Planet Index*, de la *New Economics Foundation*, club de réflexion anglais, n'est pas suffisamment détaillé pour permettre aux dirigeants politiques de déterminer les influences des leviers sous-jacents dans leurs arbitrages politiques.

#### *- Pour leur faire bénéficier d'une forte adhésion politique*

Enfin, des indicateurs ont besoin de s'inscrire dans un processus politique en amont afin d'emporter l'adhésion des dirigeants. De nombreux indicateurs souffrent d'isolement académique sans relais médiatique ou politique. Ils sont alors *de facto* sans effet sur les politiques publiques. Le *Barometro Social* Espagnol du Collectif Ioé n'est ainsi pas suffisamment écouté par les dirigeants politiques, malgré une implication du bureau de la Présidence dans la démarche.

## UN BESOIN D'INDICATEURS DE DEUXIÈME GÉNÉRATION



## IV. OÙ SE SITUE LA FRANCE SUR LE SUJET DES NOUVEAUX INDICATEURS ?

### A) La Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi et ses suites

L'enjeu des indicateurs complémentaires au PIB a connu une visibilité accrue depuis 5 ans, notamment via la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi et ses suites.

#### 1. La Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi

Le 8 février 2008, Nicolas Sarkozy mandatait la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi pour élaborer de nouveaux indicateurs de richesse et de bien-être pour la nation. Composée de 27 membres, principalement économistes (dont 5 Prix Nobel), cette « Commission sur la mesure du développement économique et du progrès social » avait pour mission de « déterminer les limites du PIB en tant qu'indicateur des performances économiques et du progrès social, de réexaminer les problèmes relatifs à sa mesure, d'identifier les informations complémentaires qui pourraient être nécessaires pour aboutir à des indicateurs du progrès social plus pertinents, d'évaluer la faisabilité de nouveaux instruments de mesure et de débattre de la présentation appropriée des informations statistiques. »

[Lire le discours complet d'accueil du rapport par Nicolas Sarkozy.](#)

La Commission présentait son rapport le 14 février 2009 donnant quatre grandes orientations.

- La première était de mesurer la durabilité de notre développement et de le faire de manière séparée de la mesure de notre situation présente, mais aussi de manière pragmatique.
- La Commission proposait également d'améliorer les outils de mesure en prenant en compte des éléments pas ou mal mesurés, comme la qualité des produits, les richesses produites par les pouvoirs publics ou les activités non marchandes.
- Le rapport préconisait ensuite un changement de paradigme radical en centrant notre attention sur les ménages, c'est-à-dire en passant de la mesure de la production à celle des revenus ou des consommations, y compris les aides et prestations des services publics.
- Enfin, moderne dans ses conclusions, la Commission proposait un second changement de paradigme majeur et recommandait d'élargir le spectre de mesure en se focalisant sur une nouvelle variable : le bien-être des individus. Le rapport proposait ainsi de prendre en compte de nouvelles dimensions (caractère multidimensionnel du bien-être) et de mettre en regard bien-être objectif et subjectif. La conclusion de l'étude appelait donc le lancement de nouvelles études et enquêtes statistiques, principalement autour du bien-être pour alimenter la réflexion politique et le travail sur les indicateurs.

[Voir le rapport complet de la Commission Stiglitz.](#)

#### 2. Le collectif FAIR – Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse

Par ailleurs, en marge des instances dirigeantes, et à la suite de la constitution de la Commission Stiglitz, les réseaux de la société civile travaillant sur les nouveaux indicateurs

de progrès « au-delà du PIB », dans une vision renouvelée de la richesse ou du développement humain durable, ont créé le collectif FAIR : Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse. Ses fondateurs sont Dominique Méda, Florence Jany-Catrice, Jean Gadrey et Patrick Viveret. Le travail post-Stiglitz s'est donc poursuivi idéologiquement dans la société civile.

Parmi les principes défendus par le collectif FAIR figurent :

- L'élargissement des disciplines sollicitées (en comparaison de la commission) pour élaborer de nouveaux indicateurs : sociologie, psychologie, etc.
- L'adoption d'une vision forte du développement durable et l'incorporation du sentiment d'urgence par rapport à la dégradation de l'environnement.
- La prise en compte des inégalités.
- La nécessaire consultation de la société civile
- L'importance de la construction d'une vision partagée du bien commun (via un processus consultatif qui serait délibératif)
- La mise en garde contre les dangers de la monétarisation des indicateurs
- La nécessaire constitution d'un nouveau modèle de développement en parallèle ou en amont de l'élaboration des nouveaux indicateurs, et une interrogation sur la notion même de croissance
- Une mise en garde contre l'utilisation (abusives) des indicateurs subjectifs

[Retrouver le site de FAIR.](#)

### *3. Rapport conjoint du Conseil d'Analyse Economique et du Conseil Allemand des Experts en économie*

Un an après la réception du rapport, Nicolas Sarkozy décidait de relancer le travail engagé par la commission Stiglitz. Le 4 février 2010, lors du 12<sup>e</sup> conseil des ministres franco-allemands, Angela Merkel et lui commandaient un travail complémentaire par le Conseil d'Analyse Economique et le Conseil Allemand des experts en Economie, formulant ainsi son objet : « Qu'est-ce que la prospérité pour des nations industrielles, extrêmement développées ? C'est à cette question qu'il faut répondre ensemble dans l'optique du développement durable. »

[Lire la conférence de presse Franco-Allemande de lancement des travaux](#)

Le 31 décembre 2010, le rapport annoncé paraissait, faisant ressortir trois conclusions :

- Le maintien et l'accroissement du bien-être sont inséparables de la performance économique, souvent résumée par le PIB (puis discussion sur ses limites).
- Le bien-être est à multiples facettes et nécessite plusieurs indicateurs qui doivent néanmoins être limités en nombre et relativement simples à produire.
- Le bien-être doit être durable.

Le rapport proposait également une liste de 25 variables susceptibles de constituer un système d'indicateurs :

### **A/ Performance économique et bien-être matériel**

- PIB par habitant
- PIB par heure travaillée
- Taux d'emploi pour les 15-64 ans
- Revenu national net par habitant
- Consommation finale par habitant, y compris la consommation finale des administrations
- Rapport inter-quintile dans la distribution des revenus (S80/S20)

### **B/ Qualité de la vie**

- Santé : années potentielles de vie perdues
- Éducation : étudiants âgés de 15 à 24 ans en pourcentage de la population du même groupe d'âge
- Activités personnelles : employés en travail posté
- Participation à la vie politique et à la gouvernance : « être à l'écoute et rendre compte »
- Liens et rapports sociaux : fréquence du temps passé avec d'autres personnes lors d'activités sportives, culturelles et communautaires
- Conditions environnementales : exposition de la population urbaine à la pollution atmosphérique par particule
- Insécurité physique et économique : taux d'absence de risque de pauvreté

### **C/ Soutenabilité**

- Investissement net du secteur privé rapporté au PIB
- Investissement dans la recherche et développement (R&D) rapporté au PIB
- Solde budgétaire corrigé des variations cycliques
- Écart de soutenabilité des finances publiques représentées par l'indicateur S2 de la Commission européenne
- Ratio du crédit privé total rapporté au PIB
- Cours réel des actions (déflaté par les prix à la consommation)
- Prix immobiliers réels (déflaté par les prix à la consommation)
- Niveau des émissions de gaz à effet de serre
- Émissions nationales de gaz à effet de serre par habitant
- Productivité des matières premières de l'économie
- Consommation intérieure de matières premières par tête
- Indice d'abondance des oiseaux communs

[Lire le rapport complet Franco-Allemand.](#)

Lors du Conseil des Ministres conjoints du 10 décembre 2010, les chefs d'Etats allemand et français annonçaient la sortie de ce rapport en ces termes : « Nicolas Sarkozy a chargé, il y a quelque temps, la Commission Stiglitz de s'occuper des questions de la croissance dans le monde et en Europe. Cette commission a formulé des propositions et nous avons demandé à

nos comités d'experts de faire des propositions pour les stratégies de croissance dont nous aurons besoin, c'est ce qui sera présenté pendant le déjeuner tout à l'heure auquel participeront également les chefs d'entreprise (du groupe d'Evian) ». On notera trois éléments. Tout d'abord, aucune mention du concept de bien-être n'aura été faite dans ce communiqué. Par ailleurs, la vision y aura été centrée sur la croissance économique, d'où l'invitation des chefs d'entreprise. Enfin, aucune visibilité n'aura été donnée à ce rapport poursuivant pourtant les travaux de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi.

#### 4. Les travaux de l'INSEE

La Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi invitait les offices statistiques nationaux à travailler à la collecte d'informations statistiques sur le bien-être, visant à rendre plus robuste le système existant de données, afin de permettre ensuite l'élaboration de nouveaux indicateurs. Dans la lignée de cette recommandation, l'INSEE a entrepris de collecter de nouvelles informations suite à la Commission.

En juin 2011, l'INSEE présentait l'évolution de ses travaux sur trois grands volets :

- Les développements autour du PIB : travaux sur les inégalités de revenus et de consommation entre ménages (étendus à la dimension urbaine et rurale) ; la décomposition du compte de patrimoine des ménages ; l'évolution sur dix ans des revenus, du patrimoine, de la consommation des ménages ; la prise en compte des activités domestiques via une enquête « emploi du temps ».
- La qualité de vie : la connaissance du mal-logement, la mesure de la qualité de vie à travers les conditions de vie matérielles, l'appréciation subjective du bien-être.
- Le développement durable et l'environnement : le soutien statistique à la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) du Ministère, l'empreinte eau, l'empreinte carbone des caddies des ménages, un indicateur territorial de qualité écologique de l'occupation des sols, l'épargne nette ajustée, une mesure du capital social, la mesure du capital humain.

[Lien vers plus de détails sur l'agenda de la statistique française.](#)

A titre d'illustration des travaux nouveaux de l'INSEE, depuis mai 2012, des questions additionnelles sur le bien-être ont été insérées dans l'enquête générale annuelle sur les ressources et les conditions de vie. Voici la présentation officielle de cette enquête.

*« L'enquête principale a pour but de recueillir de l'information sur les revenus et les conditions de vie dans les pays européens. Mieux comprendre les phénomènes de l'exclusion sociale, de la pauvreté et mieux cerner les inégalités de ressources figurent aussi parmi ses objectifs. Ces informations seront notamment utilisées par la Commission européenne pour évaluer l'impact social de ses politiques et de celles des États membres, mais également par les Instituts nationaux de statistique, comme l'Insee. Cette enquête a été mise en place en mai 2004 et a lieu tous les ans. Parallèlement à cette enquête, un questionnaire complémentaire est destiné à recueillir votre point de vue et vos attentes concernant différents domaines de la vie, ainsi que vos priorités et votre vision de l'avenir. Il permettra de mieux comprendre vos réponses à l'enquête principale. »*

[Lien pour en savoir plus sur cette enquête.](#)

## **B) Les initiatives internationales**

### **1. L'Europe**

#### *i) Beyond GDP*

L'initiative « Au-delà du PIB » (*Beyond GDP*) concerne le développement d'indicateurs complémentaires au PIB, qui tiennent compte de dimensions non économiques du progrès, notamment sur le plan environnemental et social. Initiée par la Commission Européenne, la Direction générale de l'environnement et la direction générale d'Eurostat, la plateforme web vise à recueillir toutes les informations existantes sur des indicateurs complémentaires au PIB.

[Lien vers la plateforme \*Beyond GDP\*](#)

#### *ii) Sponsorship Group – Eurostat*

Eurostat, l'organe statistique Européen, a pour charge d'encadrer le projet *Beyond GDP* et de veiller à coordonner toutes les activités menées au sein de la Commission européenne et du Système Statistique Européen (SSE) au sein duquel a été créé le « groupe de parrainage sur la mesure du progrès, du bien-être et du développement » (*Sponsorship Group*). Co-présidé par l'INSEE et Eurostat, ce groupe bénéficie de la participation de seize pays européens, de l'OCDE et de la Commission économique des Nations Unies. Son objectif est d'analyser et de promouvoir la mesure multidimensionnelle du développement durable, de fixer les ambitions quant à la mise en œuvre de diverses recommandations et de proposer une stratégie pour hiérarchiser les recommandations et les actions au sein du SSE.

[Lien vers le Sponsorship group.](#)

#### *iii) Europe 2020*

La stratégie de la Commission européenne établie en mars 2010 pour les dix années suivantes a pour objet la relance de l'économie européenne. Intitulée « Europe 2020 », elle entend réformer et prolonger la précédente stratégie de Lisbonne par une gouvernance plus étroite au sein de l'Union. Elle vise à développer une croissance "intelligente, durable et inclusive" s'appuyant sur une plus grande coordination entre les politiques nationales et européennes. Résultante d'une consultation publique lancée du 24 novembre 2009 au 15 janvier 2010 par le secrétariat général de la Commission européenne, celle-ci est l'incarnation des besoins et des demandes des citoyens européens et gouvernements nationaux.

Elle incorpore à la marge des réflexions sur les nouveaux indicateurs de développement.

[Lien vers Europe 2020.](#)

#### *iv) Eframe*

L'initiative « European Framework Program » (soit « Programme pour un Cadre Européen ») a pour objet de créer un cadre commun qui permette une meilleure coordination sur les sujets des indicateurs. Il s'agit d'une initiative développée au sein du *Framework Program 7 (FP7)* – *Social Sciences and Human Sciences*, de l'Union Européenne.

Plus précisément, ses trois axes de travail sont :

- Réduire la fragmentation thématique entre les différentes initiatives existantes.
- Favoriser l'harmonisation des indicateurs (en termes de méthodes, statistiques utilisées, etc.).
- Garantir un alignement avec les politiques stratégiques, principalement *Europe 2020* (voir ci-dessus).

[Lien vers le site d'EFrame.](#)

## 2. OCDE

« Améliorer les politiques pour améliorer la vie, c'est un voyage et non une destination. », Angel Gurría, Secrétaire Général de l'OCDE, 50e anniversaire de l'OCDE, mai 2011.

La préoccupation explicite pour la mesure du progrès sociétal de l'OCDE marque un tournant en juin 2007 quand elle organise le 2e World Forum à Istanbul sur le sujet « Mesurer et favoriser le progrès sociétal ».

L'OCDE lance ensuite en 2008 le Global Project « Mesurons le progrès des sociétés ».

[Lien vers le Global Project.](#)

A l'issue de ces deux initiatives, la « Déclaration d'Istanbul » est rédigée :

« Nous, les représentants de la Commission Européenne, de l'OCDE, de l'Organisation de la Conférence Islamique, l'ONU, le PNUD et la Banque Mondiale, [...] affirmons notre engagement à mesurer et favoriser le progrès des sociétés dans toutes leurs dimensions et soutenir les initiatives au sein des pays. Nous recommandons urgemment aux offices statistiques, organisations publiques et privées et aux experts de travailler auprès des représentants des communautés pour produire des informations factuelles de haute qualité, qui puissent être utilisées par la société dans son ensemble pour dégager une vision partagée du bien-être sociétal et son évolution dans le temps. »

Cette déclaration a inspiré une variété d'initiatives nationales sur les indicateurs de progrès, comme en Italie, Espagne, USA, Mexique, etc.

L'OCDE héberge également le projet Wikiprogress, qui vise la diffusion et le débat sur les mesures du progrès sociétal. Cette initiative est en collaboration avec d'autres organisations internationales comme l'Union Européenne, le PNUD et la Banque Mondiale.

[Lien vers Wikiprogress.](#)

Enfin, les 24 et 25 mai 2011, l'OCDE célébrait son 50e anniversaire et y présentait son indicateur de progrès sociétal baptisé *Your better life index*, faisant figurer onze dimensions pour mesurer l'avancée d'une nation, prenant en compte logement, éducation, santé, vision subjective, etc. Puis le 22 mai 2012, l'indice était traduit en français, « l'indice du vivre-mieux en France », modernisé avec la prise en compte des inégalités, notamment entre les

hommes et les femmes, mais aussi des ajustements dans le calcul de certaines dimensions, notamment revenus.

[Plus d'information sur l'indice de l'OCDE.](#)

Egalement, en octobre 2011, l'OCDE publiait ses travaux « Comment va la vie ? Mesurer le bien-être » et examinait les différents domaines contribuant au bien-être des individus.

[Lien vers le rapport « Comment va la vie ? »](#)

### 3. ONU

Par délibération sans vote du 19 juillet 2011, l'Assemblée Générale de l'ONU a adopté une résolution sur le bonheur comme approche globale du développement.

L'assemblée a invité les Etats membres à « élaborer de nouvelles mesures qui prennent mieux en compte l'importance de la recherche sur le bonheur et le bien-être afin d'orienter leur politique de développement ».

Elle demande également aux Etats « qui ont élaboré de nouveaux indicateurs ou adopté d'autres initiatives à en faire part au Secrétaire Général afin de contribuer aux activités de l'ONU dans le domaine du développement, y compris à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ».

La réflexion sur le développement s'élargit au-delà du seul domaine économique pour une approche « plus équitable et plus équilibrée », qui devra nécessairement être transdisciplinaire et prendre ainsi en compte l'interdépendance des facteurs pouvant contribuer au bonheur et au bien-être, non seulement de l'humanité, mais également de la vie dans sa globalité.

A la suite de cette résolution, les 2, 3 et 4 avril 2012, 800 participants étaient invités à la « Réunion de Haut Niveau » de l'ONU à New York afin de construire le scénario de mise en œuvre de la résolution impulsée par le Bhoutan sur le bien-être et le bonheur comme vecteur d'un nouveau paradigme économique. La Fabrique Spinoza participait à ces réunions.

[Lien vers le rapport de ces « rencontres de haut niveau ».](#)

Ces réflexions étant destinées à se concrétiser, un agenda a été mis en place pour faire suite aux propositions énoncées :

- 31 décembre 2012: production d'un document détaillé avec un résumé de chaque dimension et proposition œuvrant à la concrétisation d'un nouveau paradigme économique. Celui-là tendra à être le plus lisible possible en illustrant par des pratiques existantes les mesures formulées. Un document additionnel sera destiné à intégrer un agenda concret à la réalisation de chaque décision afin d'appliquer le nouveau système économique. A celui-ci sera joint une convention « du nouveau *Bretton Woods* » vouée à être ratifiée par la communauté internationale en 2014.

- A partir de la première semaine de janvier 2013 : ces documents seront envoyés à des experts de chaque domaine d'expertise. Le rapport complet va être mis en ligne et ouvert aux commentaires des citoyens.

- A partir du mois de mai 2013: les experts incluront les retours et les propositions énoncés par les citoyens dans le rapport.
- 31 août 2013: date d'achèvement du rapport

A l'occasion du sommet de la Terre Rio +20, l'ONU, via le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), dévoilait un nouvel indice ayant pour objectif de concurrencer le PIB : l'Inclusive Wealth Index (IWI), soit l'Indicateur Global de Richesse.

Ce nouvel indice est composé de 4 formes de capital :

- Capital humain : population, probabilité de mortalité, taux d'actualisation, taux d'emploi, niveau d'éducation, niveau de rémunération, répartition de la force de travail par âge et sexe
- Capital produit : investissement, taux de dépréciation, durée de vie des actifs, croissance des productions, population, productivité
- Capital naturel : carburants fossiles, minéraux, ressources forestières, terres cultivables, ressources piscicoles
- Capital santé : population par âge, probabilité de mortalité par âge, valeur statistique de la vie, taux d'actualisation
- + 3 facteurs d'ajustement : ajustement de la productivité, dommages carbonés, gain de capital pétrolifère

[Lire le rapport complet de l'ONU sur l'IWI.](#)

Le collectif FAIR (Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse) présente des critiques fortes à l'égard de cet indice eu égard à la forte substituabilité de ses dimensions, au détriment de l'environnement, citant cette phrase du rapport du PNUE : « Les gains en termes d'innovation technologique et/ou de capital fossile font plus que compenser les diminutions de capital naturel et les dommages liés au changement climatique, faisant ainsi passer de nombreux pays d'une trajectoire insoutenable à soutenable. »

[Lien vers la note de FAIR.](#)

### ***C) L'Etat et les collectivités***

#### ***1. Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie***

Depuis le sommet de Rio en 1992, les pays ont été invités à élaborer des stratégies nationales de développement durable (SNDD). La SNDD française de 2003-2008 était révisée en 2006 pour se mettre en conformité avec la stratégie européenne (SEDD). Puis le Grenelle de l'environnement de 2007 et la prégnance de la double crise économique et écologique ont alimenté les réflexions pour l'élaboration de la SNDD 2010-2013.

Plus précisément, la définition de cette nouvelle SNDD a fait l'objet du processus suivant :

- Novembre 2008 : lancement du processus d'élaboration, visant à intégrer les engagements du Grenelle.

- Janvier-Avril 2009 : élaboration d'une version de travail de la SNDD et consultation externe pour retours.
- Avril-Juin 2009 : consultation publique.
- Septembre 2009 : mise en place par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable (MEDD) d'une commission de concertation sur les indicateurs de développement durable, rassemblant différents acteurs et pilotée par le CNIS (Conseil National de l'Information Statistique) et le CESE (Conseil Economique Environnemental et Social).
- 20 Janvier 2010 : conférence nationale sur les indicateurs de développement durable.

A l'issue de ce processus sont nés la SNDD 2010-2013 et les nouveaux indicateurs de développement durable.

La SNDD propose une architecture commune à tous les acteurs de la nation, publics et privés pour les aider à structurer leurs propres projets de développement durable autour de choix stratégiques et d'indicateurs résultant du consensus précédemment décrit.

[Lien vers la SNDD.](#)

La SNDD s'articule autour de neuf engagements européens autour d'une économie verte et équitable : une consommation et une production durable, une société de la connaissance, une gouvernance facilitant le changement, une sobriété résultant du changement climatique, des transports et mobilités durables, une préservation des biodiversité et des ressources naturelles. Pour mesurer l'avancée sur ces neuf engagements, la SNDD comporte des indicateurs de développement durable, organisés en neuf défis. Ils sont quinze indicateurs phares (de 1<sup>er</sup> niveau), ainsi que trente-cinq indicateurs complémentaires (de 2<sup>nd</sup> niveau).

1. Productivité des ressources
2. Sorties précoces du système scolaire
3. Recherche et développement
4. Participation aux femmes aux instances de développement
5. Emissions agrégées de six gaz à effet de serre
6. Empreinte carbone
7. Energies renouvelables
8. Consommation d'énergie des transports et PIB
9. Indice d'abondance des populations d'oiseaux communs
10. Artificialisation des sols
11. Espérance de vie et espérance de vie en bonne santé
12. Pauvreté monétaire
13. Taux d'emploi des seniors
14. Part des jeunes hors emploi et hors formation
15. Aide publique au développement

A ces quinze indicateurs phares se rajoutent les quatre indicateurs de contexte : revenu national net et PIB par habitant, taux de chômage et taux de sous-emploi, distribution des revenus, démographie (taux de fécondité).

[Lien vers les indicateurs de développement durable.](#)

## *2. Association des Régions de France*

Lors de la précédente mandature, l'Association des Régions de France et sa commission Développement Durable ont retenu trois nouveaux indicateurs de richesse comme indicateurs complémentaires au PIB : l'Empreinte Ecologique qui mesure la pression exercée par l'Homme sur la nature, l'Indicateur de Développement Humain (IDH-2) qui croise les dimensions santé, éducation et niveau de vie du développement humain défini par le PNUD et l'Indicateur de Santé Sociale, qui résume en quelques variables l'aspect multidimensionnel de la santé sociale des régions.

Depuis, à la suite des dernières élections régionales, la Commission Développement Durable est présidée par Jean-Jack Queyranne, Président de la Région Rhône-Alpes. Celui-ci a confié à Myriam Cau, Vice Présidente de la Région Nord - Pas de Calais au développement durable, à l'évaluation et à la démocratie participative, le soin de piloter, avec l'appui de la Direction du Développement Durable, de la Prospective et de l'Evaluation, un groupe de travail sur la question des indicateurs de développement humain et durable, sur le fondement des acquis de la précédente mandature.

Il a pour ambition de mutualiser les expériences et de proposer une approche commune à l'ensemble des régions, sur les indicateurs de développement.

Ce travail s'est résumé en trois points :

- La promotion des trois nouveaux indicateurs de richesses retenus, portant un éclairage sur le développement durable des régions françaises. Les auteurs et porteurs de ces indicateurs rassemblés au sein de FAIR (Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse) sont associés et régulièrement consultés sur cette démarche (Aurélien Boutaud, Jean Gadrey, Florence Jany-Catrice).
- L'élaboration partagée d'un tableau de bord de vingt-deux indicateurs de contexte de développement durable des régions françaises, à partir de ceux discutés lors de la précédente mandature, des indicateurs territoriaux de développement durable proposés par l'INSEE et le MEEDD et des travaux régionaux pionniers menés en Midi-Pyrénées, Picardie et Nord-Pas de Calais par les Conseils Régionaux respectifs et les Directions régionales de l'INSEE concernées.
- La réalisation d'une liste d'indicateurs de réalisation, de suivi de l'action régionale en matière de développement durable, en lien notamment avec les Rapports de Développement Durable des Régions.

[Lien vers le rapport complet « La révolution des indicateurs »](#)

### 3. Travaux spécifiques de régions – exemple du Poitou-Charentes

Le CESER (Conseil Economique Social et Environnemental Régional), le Conseil Régional, l'État et l'Insee ont décidé de se doter d'un système d'indicateurs pour apprécier le développement durable en Poitou-Charentes. Une première version de ce système de vingt-six indicateurs sera disponible fin 2012.

A l'issue d'une première étape, un document intermédiaire publié en mars 2012 dessine les grandes lignes de cette ambition partagée. Ce document précise entre autres l'approche du développement durable retenue par les partenaires, l'usage préconisé des indicateurs et le contour du système proposé :

→ Vingt-six indicateurs sont ainsi proposés, illustrant l'ensemble des dimensions du développement durable.

→ Quatre indicateurs synthétiques ont également été retenus : l'IDH, l'ISS, l'empreinte écologique ainsi que l'IBER (Indicateur de Bien-Etre Régional). L'IBER constitue le fruit d'un travail mené par un groupe d'experts auquel le CESER a été associé, visant à retenir quatre dimensions pour évaluer le bien-être dans les régions françaises : économie, sociale, environnementale et culturelle (vie collective).

Dans ce document intermédiaire, le groupe de travail a choisi de montrer comment des indicateurs pouvaient être utilisés pour aborder des problématiques spécifiques comme l'aménagement du territoire, la précarité énergétique et la création de richesses et d'emploi. Les six indicateurs retenus pour ces trois sujets font l'objet d'une fiche détaillée présentant la définition de l'indicateur, ses limites, les chiffres clés pour la région et l'analyse des résultats. Le document final, attendu pour la fin de l'année 2012, présentera les vingt-six indicateurs proposés sous la même forme.

Les 26 indicateurs retenus sont par domaines :

- Développement humain et cohésion sociale  
Taux de chômage - Distribution des revenus - Taux de fécondité - Espérance de vie et espérance de vie en bonne santé - Taux d'emploi (des seniors, des femmes,...) - Part des jeunes hors emploi et hors formation - Pauvreté monétaire - Consommation d'énergie finale - Accessibilité aux services – Taux de dépendance économique des personnes âgées à l'horizon 2030
- Économie : production / consommation / échanges  
- PIB par habitant - Revenu disponible des ménages - Recherche et développement - Économie sociale et solidaire - Taux de création et de survie des entreprises - Ouverture à l'international des entreprises du territoire - Quantité de déchets ménagers et assimilés collectés en kilogrammes par habitant - Temps de déplacement domicile-travail par aire urbaine et département hors aires urbaines
- Écologie (ressources naturelles et énergétiques, climat et biodiversité)  
- Emissions agrégées des 6 gaz à effet de serre - Indice d'abondance des populations d'oiseaux communs - Artificialisation des sols - Indicateur de « bon état écologique des masses d'eau »
- Gouvernance  
- Participation des femmes aux instances de gouvernance - Couverture de la population par un Agenda 21 - Proportion de la population couverte par un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) ou Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou PLU intercommunaux - Taux de participation aux élections municipales, régionales.

[Lien vers le rapport complet.](#)

#### 4. L'appareil législatif

##### *i) Assemblée Nationale*

Sur une idée de la Fabrique Spinoza, est en phase de constitution un groupe de travail multi partisan à **l'Assemblée Nationale** sous l'égide des Députés Catherine Quéré (PS) et Bertrand Pancher (UMP). Son intitulé (en cours de finalisation) sera probablement « Les développements postérieurs à la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi : quelles mesures du développement économique, de la durabilité et du progrès social en France ? ». Il devrait avoir deux axes de réflexion :

- La construction de nouveaux indicateurs de progrès, et les modalités de consultation de la société.
- L'introduction du principe de bien-être citoyen dans l'action publique.

##### *ii) Sénat*

Par ailleurs, également sur une idée de la Fabrique Spinoza, et sur le même thème, le 9 octobre 2012, quatre Sénatrices et Sénateurs de différents partis, Chantal Jouanno (UMP),

Renée Nicoux (PS), Jean-Vincent Placé (EELV), Yves Pozzo di Borgo (Union Centriste et Républicaine) rassemblent autour d’eux des parlementaires pour décider de la forme de futurs travaux – probablement groupe d’étude – sur l’après Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi.

*iii) Conseil Economique Social et Environnemental*

Enfin, on notera l’implication du Conseil Economique Social et Environnemental (CESE) sur le sujet, via notamment la publication en 2009 d’un avis présenté par Philippe Le Clézio sur « Les indicateurs du développement durable et l’empreinte écologique ». Il donne notamment sept recommandations :

- Intensifier la production de données dans les domaines sociaux et environnementaux.
- Associer étroitement les citoyens et la société civile au choix des indicateurs et à l’évaluation de leurs évolutions.
- Privilégier une logique de tableau de bord.
- Intensifier les coopérations internationales pour homogénéiser les outils statistiques.
- Retenir les indicateurs non agrégés et emblématiques plutôt que les indicateurs synthétiques.
- Améliorer la méthodologie de l’empreinte écologique.
- Donner dans l’immédiat la priorité au bilan carbone.

**D) Tableau récapitulatif des initiatives affectant la France sur les nouveaux indicateurs**

Le schéma ci-dessous récapitule l’ensemble des initiatives autour des nouveaux indicateurs, qui ont un impact sur les travaux français.

**CARTOGRAPHIE DES INITIATIVES POUR DE NOUVEAUX INDICATEURS DE MESURE DU PROGRÈS**  
*En France, les initiatives pour concevoir de nouveaux indicateurs nationaux centrées sur le DD.*

	Local / Régional	National	International
<i>Elaboration de stratégie politique</i>		Stratégie Nationale de Développement Durable – Ministère Ecologie	Beyond GDP - U.E. Europe 2020 Résolution sur le bien-être - ONU
<i>Plaidoyer pour de nouveaux indicateurs</i>		FAIR - Forum pour d’Autres Indicateurs de Richesse Com. Stiglitz-Sen-Fitoussi Fabrique Spinoza	Wikiprogress - OECD Rio + 20
<i>Conception d’Indicateurs</i>	Indic du bien-vivre dans les villes – Fabrique Spinoza Les Indic. font leur révolution – Asso. Régions de France	Indicateurs Nationaux de Développement Durable	Sponsorship Group* - Eurostat Better Life Index - OECD
<i>Recueil de statistiques / Recherche</i>		Enquêtes post-SSFC- INSEE Com. Stiglitz-Sen-Fitoussi Brainpool – Fabrique Spinoza / Univ Toulouse II FAIR	Global project - OECD

\* For well-being and sustainability ; e.g. SILC

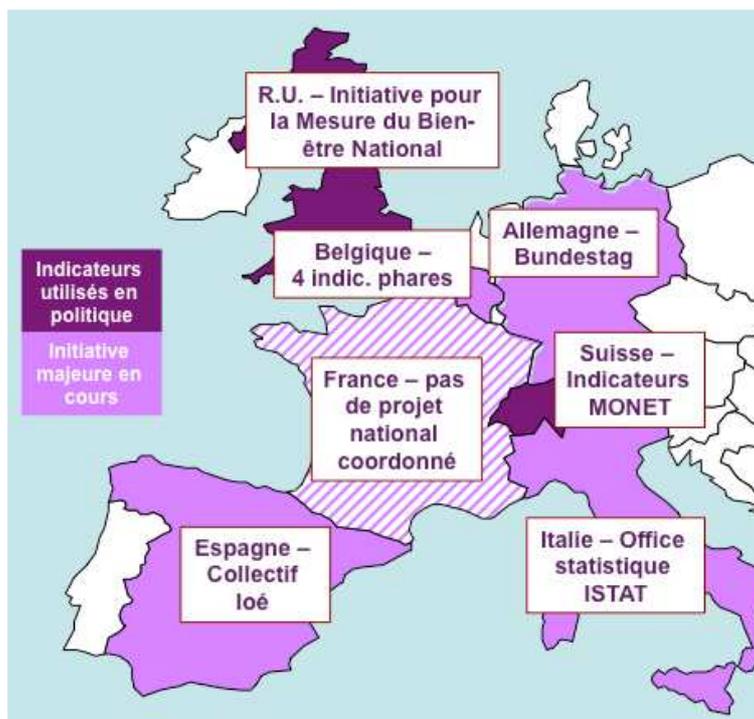
### E) Conclusion : la situation de la France sur les nouveaux indicateurs

La Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi a donné une grande visibilité au sujet et ses conclusions emportent une forte adhésion. Pourtant, malgré cet élan initial et malgré la diversité des initiatives en cours, il se dégage une impression selon laquelle peu de choses ont évolué depuis le rendu du rapport en février 2009. Cela peut s'expliquer par plusieurs facteurs :

- L'INSEE s'affaire effectivement à développer de nouveaux indicateurs, mais le processus n'est pas publicisé et en est à sa phase initiale et longue de collecte de nouvelles statistiques ; par ailleurs, l'INSEE ne se considère pas légitime pour constituer un indicateur synthétique, sans directives politiques ou citoyennes (via une consultation par exemple).
- La crise économique a recentré le débat national sur l'opposition entre austérité et croissance, deux notions qui font partie du même paradigme économique que le culte du PIB. La figure du PIB reste donc puissante et omniprésente.
- Un certain nombre de nouveaux indicateurs ont été développés, majoritairement à l'échelle locale (région, ville) ou internationale (par l'OCDE par ex), mais moins au niveau national, ce qui a limité la visibilité qu'ils ont reçue. Un manque de coordination et de *leadership* empêche de plus grandes avancées sur le sujet.

## V. QUE FONT LES PAYS ÉTRANGERS EN TERMES DE NOUVEAUX INDICATEURS ?

Les voisins européens proches de la France montrent un engagement marqué pour de nouveaux indicateurs de développement, prenant en compte tout à la fois la performance économique, le bien-être des populations et la durabilité du développement. Royaume-Uni, Suisse, particulièrement, mais aussi Belgique, Italie, Allemagne, Espagne ont lancé des démarches d'envergure où sont impliqués le politique, les universitaires et les citoyens.



- **Allemagne** : en décembre 2010, les membres du Bundestag décident de créer une commission mixte de dix-sept parlementaires et dix-sept experts pour une étude de dix-huit mois intitulée « Commission d'enquête sur la croissance, la prospérité et la qualité de vie, vers le progrès économique et social durable dans l'économie sociale de marché ».

« Ce qui est en jeu, c'est une forme de croissance qui peut **garantir un bien-être durable**. En ce sens, des variables comme la sécurité, la qualité de vie, la santé et l'usage durable des matières premières joueront un rôle décisif. » Chancelière Allemande, 4 février 2011

[Lien vers le site de la commission du Bundestag.](#)

- **Belgique** : Le gouvernement belge prévoit dans le cadre de sa « Dynamique transversale » de : « Développer, en concertation avec les partenaires sociaux, les autres régions, le niveau fédéral et les instances internationales concernées, des indicateurs qui permettent de mesurer le développement humain et l'empreinte

écologique, afin de guider et d'évaluer l'action du Gouvernement, en complément du PIB ». La note d'orientation adoptée par le gouvernement du 26 mai 2011 déclarait la nécessité de développer des « indicateurs phares » susceptibles de rivaliser avec le PIB, la volonté de ne pas se satisfaire de l'IDH et de l'empreinte écologique déjà existants, la volonté d'assurer une large diffusion et publicité de ces indicateurs. Cette note définissait les grandes étapes suivantes :

1. Élaboration par l'Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS) d'une première liste d'indicateurs,
2. Contribution d'un groupe de travail expert pour étoffer, commenter la liste précédente,
3. Processus participatif citoyen court,
4. Décision sur les indicateurs choisis.

Ayant franchi ces différentes étapes, le gouvernement belge est en phase d'adopter – validation officielle le 15 octobre 2012 – les quatre indicateurs suivants : l'Indice de Situation Sociale (ISS), l'Indice de Bien-Etre (IBE), l'Empreinte Ecologique (EE) et l'Indice de Santé de l'Environnement (ISE).

*Voir en annexe pour plus de détails sur l'initiative Belge.*

- **Suisse** : depuis 2003, la Suisse développe un système d'indicateurs de bien-être et de développement durable appelé MONET. Le projet est porté par la Chancellerie, l'Office Fédéral de la Statistique et trois directions générales. Ces indicateurs sont utilisés au niveau national dans l'élaboration des politiques publiques puis déclinés au niveau local dans les dix-neuf provinces et les dix-sept principales villes.

*« L'objectif premier est de développer un système opérationnel d'indicateurs de développement durable. Ce système doit permettre de mesurer, de documenter et de commenter l'état et l'évolution de la Suisse ainsi que sa position par rapport aux autres pays, en tenant compte des aspects sociaux, économiques et écologiques du développement durable. »* - Rapport final d'élaboration du Système MONET, Suisse, Neufchâtel, 2003.

*Voir en annexe pour plus de détails sur la démarche Suisse.*

[Voir le site officiel du système MONET.](#)

- **Royaume-Uni** : en novembre 2010, le Premier Ministre demande à l'Office Statistique National de concevoir une nouvelle manière de mesurer le bien-être au niveau national. Le processus en cours aura pris 18 mois d'analyses expertes et de consultations nationales pour livrer un indicateur solide techniquement et démocratique.

*« Aujourd'hui, le gouvernement demande à l'Institut National Statistique de concevoir une nouvelle manière de mesurer le progrès en tant que pays, pas seulement par la croissance de notre économie mais par la manière dont nos vies s'améliorent, pas seulement par notre niveau de vie mais par notre qualité de vie. »* - Discours du Premier Ministre anglais sur le Bien-être le 25 novembre 2010.

*Voir annexe sur la méthodologie précise employée au Royaume-Uni.*

[Voir le site officiel de l'office statistique sur l'initiative.](#)

- **Italie** : le travail de l'office statistique italien ISTAT vers de nouveaux indicateurs est soutenu politiquement, via le Président de la République, ainsi que via l'aura de son pilote, ancien chef statisticien de l'OCDE.

« Nous devons aller vers différents indicateurs nous permettant de comprendre et de calculer le bien-être du pays et de ses citoyens. [...] Le progrès d'une société ne peut pas seulement être mesuré avec un critère monétaire. » - Enrico Giovannini, Président de l'ISTAT, *La Repubblica*, 28 décembre 2010.

[Lien vers le site de l'initiative italienne.](#)

- **Espagne** : le travail espagnol sur les indicateurs de développement est conduit par le collectif Ioé, en partenariat avec le bureau du président du gouvernement. Il se traduit par la publication d'un baromètre social espagnol.

[Lien vers le site du collectif Ioé.](#)

On trouve également des démarches avancées à l'extérieur de l'Europe :

- **Canada** : Le Gouvernement Canadien est impliqué dans le projet du *Canadian Index of Well-being*, notamment via des financements au projet.
- **Australie** : La démarche d'indicateurs complémentaires au PIB est ancienne et mûre. Elle a été conçue dès l'origine pour outiller les pouvoirs publics dans leurs décisions.

## VI. BILAN : QUELLE UTILISATION EST FAITE DES INDICATEURS AUJOURD'HUI ?

Comme vu précédemment, le 14 février 2009 la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi remettait son rapport à l'Elysée sur la mesure de la performance économique et du progrès social invitant à constituer de nouveaux indicateurs complémentaires au PIB pour mesurer l'avancée d'un pays. En décembre 2010 le Conseil d'Analyse Economique et le Conseil des Cinq Sages allemands remettaient son rapport d'approfondissement de la Commission aux chefs d'Etat français et allemands. Depuis cette date l'élaboration et l'utilisation de nouveaux indicateurs ont peu progressé, notamment dans le champ de l'action publique.

Ce constat amène à se poser les questions des rôles possibles aux indicateurs, les utilisations effectives de ceux-ci et donc les obstacles éventuels à leur plus grande influence.

### A) Quels rôles possibles pour les indicateurs ?

Les personnes interrogées dans le cadre de notre collaboration aux projets de recherche (voir préambule de ce rapport) nous ont permis d'élaborer une classification des rôles potentiels que pourraient jouer les indicateurs. Nous les avons regroupés en cinq grandes fonctions :

- Fonction d'alerte : en mesurant et en présentant de façon facilement compréhensible des statistiques portant sur des sujets qui ne se trouvent pas sur l'agenda politique, les indicateurs peuvent attirer l'attention sur ces enjeux qui seraient autrement passés inaperçus. Ainsi, l'empreinte écologique mise en avant dans le *Happy Planet Index*, en mesurant de façon simple la pression qu'exerce l'Homme sur la nature, a permis une prise de conscience de la non soutenabilité de nos modes de consommation. On célèbre d'ailleurs désormais la journée internationale de l'empreinte écologique le 3 mai.

- Fonction d'aide à la prise de décision : Les indicateurs peuvent jeter un éclairage nouveau sur une problématique, influençant par ricochet la réponse politique à celle-ci. Par exemple, une politique encourageant la réalisation d'heures supplémentaires afin d'augmenter le revenu net des ménages mériterait d'être réfléchi également en termes d'impact sur l'équilibre vie privée et vie professionnelle, ce qu'un indice comme « l'Indice du Mieux-Vivre en France » de l'OCDE faciliterait. Cependant, un consensus existe autour de l'idée que les indicateurs ne sont que peu utiles pour la prise de décision en fin de processus. Ils semblent plus utiles dans la définition des priorités et la distribution des ressources que dans l'arbitrage entre deux solutions pour régler un problème précis. Par exemple, un indicateur peut mettre en évidence des lacunes dans la qualité environnementale d'une région et ainsi faire de l'amélioration de l'environnement une priorité dans ce secteur. Toutefois, ce même indicateur pourra avoir une utilité limitée lorsque vient le temps de choisir quelles politiques l'on doit mettre en place pour régler ce problème.

- Fonction d'évaluation des politiques : Un indicateur peut permettre d'évaluer l'efficacité des politiques publiques, soit en permettant d'évaluer l'atteinte des cibles par la politique si l'indicateur existe déjà, soit en servant simplement à mesurer si des progrès sont réalisés dans le cas où l'on crée l'indicateur spécifiquement pour évaluer cette politique. C'est

ce que cherche à réaliser la Stratégie Nationale du Développement Durable (SNDD), en proposant une architecture commune à tous les acteurs économiques, publics et privés, pour les aider à structurer leurs propres projets de développement durable autour de nouveaux indicateurs.

- Fonction de communication : Puisque les nouveaux indicateurs font une synthèse facilement lisible d'une situation complexe, ils sont idéaux pour la communication. Les médias, les politiques et la société civile peuvent s'en servir pour communiquer de façon simple des statistiques qui, avant d'être agrégées sous la forme d'un indice, échappaient à la compréhension d'une part importante de la population. Le Royaume-Uni en est un bon exemple, puisque, à la suite d'une volonté politique forte, les médias ont largement relayé l'initiative du *Happy Planet Index*, en communiquant sur ses résultats et les moyens de parvenir à des améliorations.

- Fonction de transformation sociétale : Plusieurs des personnes auditionnées estiment qu'en diffusant de nouveaux indicateurs et en démontrant que la croissance du PIB n'améliore pas nécessairement tous les aspects importants dans la vie d'un individu, on contribuera à faire évoluer le paradigme économique actuel. L'apparition de nouveaux indicateurs de richesses, quels qu'ils soient, donnera ainsi la possibilité de formuler de nouveaux objectifs de la part des pouvoirs publics et contribuera à établir de nouvelles attentes chez les citoyens. La direction de la causalité entre les indicateurs et l'évolution des mentalités est toutefois disputée : il est probable que ce changement de paradigme ait déjà commencé à s'opérer et qu'il constitue l'un des facteurs qui explique l'intérêt grandissant pour les nouveaux indicateurs.

## ***B) Quelle échelle territoriale pour les indicateurs ?***



Pour jouer pleinement les rôles cités précédemment, les indicateurs doivent pouvoir être déclinés à l'échelle territoriale pertinente. Nous avons interrogé les acteurs sur les enjeux d'échelon territorial pour la construction et l'utilisation de ces nouveaux indicateurs. Quelques grands enseignements peuvent en être tirés :

### *Niveau de décision*

Tout d'abord, les indicateurs doivent être en lien avec le niveau de décision politique associé à ce que l'indicateur mesure. Par exemple, le calcul d'un indicateur au niveau local permettant de mieux appréhender le calcul des pensions de vieillesse serait non pertinent.

### *Comparabilité*

Se poser la question de l'échelle, c'est nécessairement s'interroger sur les choix à faire au niveau de ce que l'indicateur prend ou non en compte. En effet, certaines qualités des indicateurs sont incompatibles telles que la comparabilité et la spécificité de l'échelle géographique. On peut difficilement bâtir un indicateur s'intéressant aux spécificités culturelles des territoires et vouloir une comparaison au niveau national.

### *Une architecture cadre*

Un début de consensus se dégage des auditions, sur la possibilité de décliner localement les indicateurs en conservant globalement la même structure (les mêmes dimensions par exemple) mais en exprimant ces dimensions différemment (via des variables différentes) selon les échelons territoriaux. Des indicateurs différents peuvent alors être amenés à cohabiter à des échelles différentes grâce à cette harmonisation. A titre d'exemple, un système d'indicateurs qui chercherait à prendre en compte l'activité culturelle – et en ferait une des dimensions de l'indicateur global – pourrait autoriser des variables différentes à la mesurer selon les territoires en fonction des spécificités culturelles. La richesse culturelle de la Bretagne se mesurerait ainsi différemment de celle de l'Alsace.

### *Une demande plus forte pour des indicateurs régionaux*

La demande est aujourd'hui plus forte pour les indicateurs au niveau régional. Pour les acteurs, l'échelle locale est l'échelle où il est plus facile d'opérationnaliser les nouveaux indicateurs : plus l'échelle est grande, plus il est difficile d'en tirer des conclusions opérationnelles.

### *Le coût de la territorialisation des indicateurs*

La régionalisation des indicateurs implique des coûts non négligeables mais :

- 1/ qui ne sont pas suffisamment élevés pour constituer un obstacle indépassable,
- 2/ qui sont faibles au regard des plus-values en termes d'amélioration potentielle des politiques publiques.

Ces enseignements sur les échelons territoriaux peuvent être résumés en des réflexions tridimensionnelles, du plus général au plus pratique :



### **C) Quelle utilisation effective ?**

Si l'on reste fidèle à la définition d'un indicateur donnée plus haut, les nouveaux indicateurs sont actuellement peu utilisés.

D'après les auditions réalisées, les indicateurs n'ont, actuellement, qu'un impact indirect sur la création de politiques publiques. En reprenant la nomenclature de rôles possibles des indicateurs, ils sont utilisés relativement en amont du processus de décision, afin de dresser le portrait d'ensemble d'une situation et la direction suivie par les territoires.

Voici ci-dessous les utilisations identifiées lors des auditions :

- L'Indice de Développement Humain (IDH) est fréquemment cité comme évaluation de la situation globale d'un pays, notamment par le Ministère des Affaires Etrangères.
- Les indicateurs de la Stratégie Nationale de Développement Durable sont utilisés par le Ministère lui-même pour évaluer l'atteinte de ses objectifs.
- L'Empreinte Ecologique est utilisée comme signal d'alarme de l'urgence environnementale.
- Le Nord-Pas-de Calais promeut d'autres indicateurs que le PIB, notamment l'IDH ou l'Indice de Santé Social (ISS) pour argumenter ses droits aux fonds structurels européens et pour négocier à la hausse ses crédits de santé décentralisés.
- Enfin, des indices spécifiques (non globaux) que nous ne considérons donc pas comme des indicateurs complémentaires au PIB (selon notre définition plus haut) ont été mentionnés, comme le taux de chômage, le Corruption Perception Index / le Doing Business, les indices PISA (Program for International Student Assessment) sur la qualité éducative, etc.

*In fine*, l'utilisation des nouveaux indicateurs complémentaires au PIB reste faible.

### **D) Quelle articulation entre développement durable et bien-être ?**

La question du développement durable n'est pas séparable de la question du bien-être et les deux notions s'articulent dans leur vocation commune à réconcilier l'homme, la nature et l'économie :

- La finalité du développement durable est d'assurer le bien-être de tous les êtres humains qui vivent aujourd'hui et vivront demain sur la Terre, en harmonie avec l'environnement dans lequel ils évoluent.
- Le but du bien-être citoyen est de se concentrer sur d'autres dimensions que l'économie, dont l'environnement. C'est un des principes d'action politique supérieurs car il s'appuie sur d'autres objectifs intermédiaires comme la démocratie, le développement économique, la production de richesses, l'éducation ou la santé.

L'examen des indicateurs complémentaires au PIB et les auditions de Brainpool (voir préambule) ont révélé un manque de clarté sur le lien entre bien-être et développement

durable. Les deux notions se recouvrent-elles ? Sont-elles corrélées ? Sont-elles complémentaires ?

Il apparaît que le versant écologique du développement durable est généralement :

- ou bien pris en compte en tant que composante essentielle de la soutenabilité,
- ou bien – plus rarement – en tant que contributeur au bien-être,
- mais encore plus rarement des deux manières à la fois.

Par exemple, le *Happy Planet Index* prend en compte la soutenabilité environnementale (uniquement) via son dénominateur, l'Empreinte Ecologique. A l'inverse, le *Better Life Index* de l'OCDE comporte une dimension environnementale mais seulement comme facteur contributif à une meilleure vie, pas comme composante de la durabilité.

Pourtant l'environnement participe bien des deux catégories « bien-être présent » et « bien-être futur » et mérite donc d'y figurer doublement.

### E) Quels blocages à l'utilisation des indicateurs ?

Depuis que la Commission Stiglitz a rendu son rapport le 14 février 2009, l'élaboration et l'utilisation de nouveaux indicateurs a peu progressé particulièrement dans le champ de l'action publique. Nous nous sommes donc intéressés au cours de cette étude aux entraves, aux blocages, aux freins à l'utilisation des indicateurs. Quelques facteurs ont été identifiés :

#### 1/ Un PIB omniprésent, particulièrement en période de crise économique



- Pas d'indicateur légitime ou pertinent qui soit synthétique et puisse rivaliser avec le chiffre unique du PIB.
- Le débat entre austérité et relance focalise l'attention sur les métriques de croissance classique comme le PIB.
- Des représentations encore peu ouvertes à de nouveaux modèles économiques et de développement.

#### 2/ Des indicateurs complémentaires au PIB pas encore aboutis



- Un temps long pour définir puis réaliser les mesures.
- Pour être légitime, de nouveaux indicateurs doivent également être le fruit d'une volonté politique ou avoir fait l'objet d'une consultation citoyenne dans leur élaboration.
- Une réticence à adopter des indicateurs synthétiques, principalement venant des statisticiens (pour qui l'exercice est contre-nature).
- Une sous-estimation de l'importance de la communication, sensibilisation et appropriation des nouveaux outils par les utilisateurs.

#### 3/ Une demande inexprimée par les utilisateurs



Il n'est pas clair qu'il y ait un besoin d'indicateurs de la part des utilisateurs. Les personnes interviewées ont exprimé un intérêt passif pour les nouveaux indicateurs.

#### 4/ Des attentes irréalistes vis-à-vis des indicateurs



Un amalgame est fait entre les indicateurs nationaux macros et des indicateurs pouvant être utilisés à différents niveaux de décisions thématiques ou territoriaux. Il existe une attente implicite que les nouveaux indicateurs auront un impact direct sur l'élaboration des politiques publiques locales. Or, plus les indicateurs sont spécifiques (thématiquement ou géographiquement), plus ils sont utiles à la décision publique. Un chemin possible réside alors dans la construction d'indicateurs spécifiques par les utilisateurs eux-mêmes pour éclairer leur décision plutôt que dans l'utilisation d'indicateurs macros éloignés de leur échelle ou de leur thème. A titre d'exemple, un ministre de l'éducation ne se référera pas à la dimension "Enseignement" du *Better Life Index* de l'OCDE pour définir une stratégie éducative, mais éventuellement à l'enquête *PISA* (*Programme for International Student Assessment*).

#### 5/ Une médiatisation insuffisante des nouveaux indicateurs



Les nouveaux indicateurs sont peu connus :

- à la fois par manque de communication institutionnelle : les livrets de communication sur les indicateurs de la SNDD ont initialement été imprimés à 2000 exemplaires (dont 1200 à distribuer *a minima* aux trois Assemblées constitutionnelles françaises)
- et à la fois par manque de relais médiatiques, liés à la crise économique et la prégnance du PIB (cf. point N°1)

#### 6/ Un manque de champions pour ces nouveaux indicateurs



Un mouvement vers les nouveaux indicateurs n'est possible que s'il y a une volonté politique forte ou si les parties prenantes (principalement société civile, ou bien directement via la population ou bien indirectement via des associations) lancent une dynamique.

La société civile avance : au nouveau sommet de la Terre à Rio, les syndicats du monde entier ont signé un accord, ce que n'ont pas réussi à faire les gouvernements nationaux. Mais l'absence de soutien significatifs dans les entités publiques clés (exécutif, parlement, service public, office statistique) n'aide pas à l'adoption ou l'élaboration de nouveaux indicateurs.

#### Remarque:

A cette étape du processus d'élaboration des nouveaux indicateurs, il ne semble pas que la robustesse des indicateurs émerge comme un obstacle à leur utilisation.

## VII. QUEL CHEMIN POUR AVANCER SUR LES NOUVEAUX INDICATEURS

Dans cette partie, la Fabrique Spinoza a récapitulé les grands constats résultant des recherches réalisées en collaboration (voir préambule) et de ses propres travaux et propose des pistes d'action inspirées par ces constats.

### Axe 1 – Pédagogie-Médias-Communication



#### Constat N°1

Il y a une culture de la facilité qui favorise l'utilisation du PIB, notamment par les médias, car il est installé et il existe déjà un corpus de commentaires prêts à l'emploi.

→ Proposition 1

**Opérer un travail de formation ou de sensibilisation auprès des médias sur l'existence de nouveaux indicateurs.**

→ Proposition 2

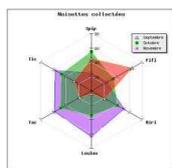
**Encourager les administrations à sensibiliser leurs agents aux nouveaux indicateurs** (à l'image des colloques internes du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable).

#### Constat N°2

Les nouveaux indicateurs sont encore peu connus.

→ Proposition 3

**Institutionnaliser la communication sur les nouveaux indicateurs**, par exemple via un dépôt officiel au Parlement (par analogie avec les Rapports Annuels de Performance [RAP] qui voient la présentation des indicateurs de la Loi Organique sur les Lois de Finance [LOLF]).



→ Proposition 4

**Expérimenter avec différentes formes de présentation des nouveaux indicateurs** : Indice synthétique, étoile, tableau de bord, etc. Ils ne sont pas mutuellement exclusifs.



#### Constat N°3

Le PIB est omniprésent, dans les esprits, dans les objectifs, au sein du monde économique, politique, et véhiculé fortement par les médias.

→ Proposition 5

**Poursuivre la promotion de l'insuffisance du PIB.**

- Illustration possible : le chiffrage d'augmentation du PIB lors de catastrophes naturelles.
- Autre illustration : le calcul des externalités (positives ou négatives) de certaines politiques économiques ou sociales. (A titre d'exemple, quel impact attendu sur le PIB d'une mesure d'occupation obligatoire des bénéficiaires du RSA, et quel impact en termes de création de lien social ? Puis quel impact combiné ?)

→ Proposition 6

**Accepter le principe d'un indicateur synthétique pour une plus grande visibilité.**

Il s'agit d'accepter par exemple que des indicateurs tableaux de bords soient complétés de pondérations pour aboutir au calcul d'un chiffre unique, permettant de rivaliser avec le PIB. A tout le moins fournir les quelques chiffres synthétiques clés : bien-être global, distribution, durabilité, patrimoine.

**Axe 2 – Leadership**

Constat N°4

Les pays ayant le plus progressé dans l'élaboration de nouveaux indicateurs sont ceux qui ont conjugué *leadership* et coordination. Par comparaison, la France manque à la fois d'institution "Championne" et de coordination des démarches. La partie de ce rapport sur la situation de la France illustre la multiplicité des acteurs impliqués et des actions engagées, et donc la nécessité d'un pilote global.

→ Proposition 7

**Faire émerger une institution susceptible de porter la démarche.**

Parmi les candidats possibles figurent le Conseil Economique Social et Environnemental (en tant que chambre représentant la société civile), le Sénat (assemblée de sages), l'exécutif (sur le modèle anglais où le Premier Ministre s'est fait le *sponsor* des indicateurs de *National well-being*).

On notera également avec intérêt le portage commun de l'initiative italienne par l'office statistique ET le conseil économique et du travail.

Remarque

Comme vu précédemment, les démarches *bottom-up* (de bas en haut) apparaissent en amont et en aval du portage politique. En effet, en amont, les institutions *sponsors* ou championnes du processus d'élaboration se déclareront d'autant plus facilement que les démarches citoyennes *bottom-up* encourageant la construction des indicateurs seront fortes. En aval, une fois une dynamique et un *leadership* en place, les citoyens et la société civile pourront être sollicités pour exprimer leurs attentes quant aux indicateurs.

→ Proposition 7<sup>bis</sup>

**Rallier à l'institution « championne » les autres institutions.**

En effet, en Angleterre, le sponsoring de l'initiative « Programme pour la mesure du bien-être national » s'est effectué – en complément du Premier Ministre – par l'Office Statistique, par le Directeur Général des services publics et par le Parlement.

### Axe 3 – Modèle de développement

#### Constat N°5

Les indicateurs ont une fonction performative. Ils fixent un cap et ne peuvent être envisagés sans réflexion sur le modèle de développement.



→ Proposition 8

#### **Associer réflexion sur le modèle de développement et élaboration des nouveaux indicateurs.**

- Initier / Poursuivre les réflexions sur les modèles de développement souhaitables.
- Incorporer le modèle de développement souhaitable dans l'élaboration des nouveaux indicateurs.

A titre d'exemple, le premier groupe de la commission de travail du Parlement allemand sur les nouveaux indicateurs est « Valeur de la croissance dans l'économie et la société », et s'interroge donc sur le modèle de développement sur lequel s'appuyer.

→ Proposition 8<sup>bis</sup>

#### **Révéler les modèles de développement implicites des indicateurs existants.**

Expliciter les modèles de développement ou les principes de développement sous-jacents, implicites ou non-dits des nouveaux indicateurs déjà construits (IDH, ISS, etc.) permettrait de dévoiler les impensés sur ces indicateurs et ainsi éclairer les choix pour l'élaboration des indicateurs de 2<sup>ème</sup> génération.

A titre d'exemple, en examinant la formule du *Happy Planet Index* de la *New Economics Foundation* (satisfaction de vie x espérance de vie / empreinte écologique), on s'aperçoit qu'il ne prend aucunement en compte les inégalités.

### Axe 4 – Création de nouveaux indicateurs de 2ème génération

#### Constat N°6

Il existe une tension entre les volontés d'expérimentation (innovation) et d'harmonisation (coordination).

→ Proposition 9

#### **Équilibrer et encourager tout à la fois les démarches d'innovation et de coordination.**

Plus précisément, il s'agit de :

- Continuer à encourager les initiatives isolées sur les indicateurs comme laboratoires

d'innovation. En effet, il est des domaines, comme les mesures subjectives du bien-être, où les recherches sont en construction. Des initiatives dans ce domaine sont à encourager, afin d'alimenter un processus plus structuré d'élaboration harmonisée d'indicateurs.

- Conjointement à l'expérimentation, poursuivre l'effort d'harmonisation des initiatives conciliables sur les indicateurs (à l'image des travaux de l'Association des Régions de France, qui a développé des indicateurs complémentaires communs à l'ensemble des régions).
- Accepter les imperfections des nouveaux indicateurs existants mais aussi de ceux à construire, en comparaison du PIB dont la forme actuelle, rappelons le, résulte de 50 ans d'ajustements.
- Vérifier la prise en compte des recommandations, qui emportent une adhésion assez unanime, de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi.

#### Constat N°7

Les nouveaux indicateurs doivent prendre en compte et mesurer ce qui importe aux citoyens.

→ Proposition 10

**Elaborer un processus optimal de consultation directe et indirecte des citoyens, incluant un volet délibératif.**

Il semble en effet nécessaire que la population soit consultée afin qu'elle puisse indiquer ce qui devrait compter le plus selon elle. Ce devrait être aux citoyens, à tout le moins aux hommes et femmes politiques et à la société civile qui les représentent, d'indiquer quels sont les éléments auxquels on devrait accorder le plus de poids. Si les statisticiens oublièrent cette étape et présument les préférences des citoyens sans leur demander leur avis, la légitimité de l'indicateur serait faible. A titre d'illustration, l'INSEE déclare ne pas se sentir légitime pour constituer un indicateur sur la base des statistiques collectées. Un tel processus devrait de surcroît être collaboratif afin de permettre l'émergence d'une vision du bien commun, qui transcende les déclarations individuelles.

#### Constat N°8

Les indicateurs sont d'autant plus utilisés que les utilisateurs sont impliqués dans leur processus d'élaboration.

→ Proposition 11

**Intégrer les décideurs publics (y compris nationaux) dans le processus d'élaboration des nouveaux indicateurs.**

Ce faisant, leurs besoins seront entendus et leur appropriation des outils d'autant plus facile.

#### Constat N°9

Les initiatives nationales et internationales semblent les plus difficiles à articuler.

→ Proposition 12

**Accepter la coexistence d'initiatives nationales et internationales.**

Il est important d'accepter que des initiatives nationales cherchant à établir les préférences de leurs citoyens cohabitent avec des initiatives internationales cherchant à élaborer de nouveaux indicateurs partagés entre les Etats, malgré les différences de leurs populations.

### Constat N°10

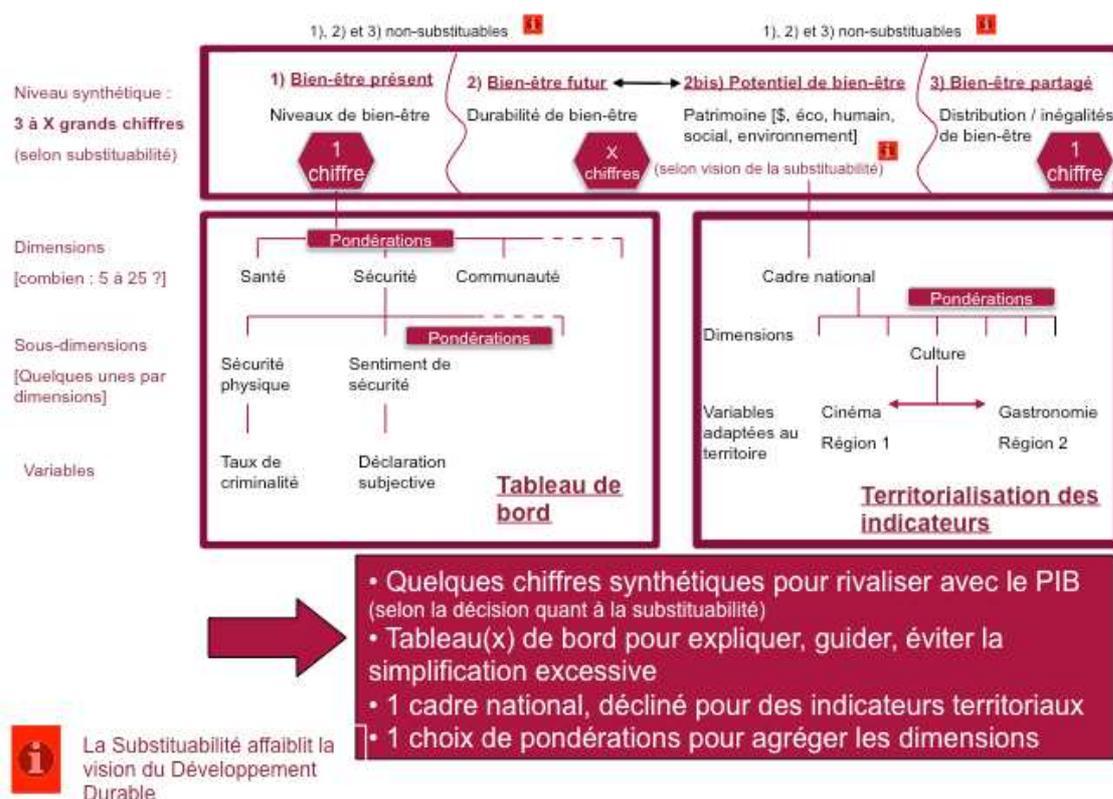
Il existe un manque de clarté sur l'articulation entre les concepts de bien-être et de développement durable.

→ Proposition 13

**Clarifier l'architecture globale d'un indicateur, notamment sur les grands concepts de bien-être : présent, futur, territorial, inégalités de bien-être, patrimoine.** (voir section suivante pour plus de détails)

### Perspective : à quoi ressemblerait finalement un indicateur de 2<sup>ème</sup> génération ?

## NOUVEAUX INDICATEURS DE 2<sup>E</sup> GÉNÉRATION : PORTRAIT POSSIBLE



Le schéma ci-dessus résume ce à quoi pourrait ressembler un système de nouveaux indicateurs de 2<sup>nd</sup>e génération.

- Un système de plusieurs poupées russes regroupant à la fois des tableaux de bord, des pondérations, et des chiffres synthétiques
- 3 domaines bien distincts sur le modèle de la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi : le bien-être présent, le bien-être futur (patrimoine et durabilité) et le bien-être partagé (distribution/inégalités)
- Un chiffre résumant bien-être présent et répartition de bien-être. Quelques chiffres résumant la durabilité ou le patrimoine, selon une décision prise quant à la substituabilité
- Un système de tableaux de bords permettant de zoomer sur les différentes dimensions, sous-dimensions et variables composant le bien-être
- Un système de cadre / architecture permettant de décliner du niveau national aux niveaux territoriaux : s'inspirant du cadre national commun, des variables potentiellement différentes choisies selon les territoires
- Une nécessité de décider de pondérations pour permettre l'agrégat

## ANNEXE 1

### LISTE DES PERSONNES INTERVIEWÉES

Ci-dessous la liste des personnes interrogées par l'*Institute for Public Policy Research*, la Fabrique Spinoza ou l'Université de Toulouse II dans le cadre du projet de recherche, et dont les compte-rendus d'entretien ont été partagés.

Nom	Qualité
Bernard Brillet	Commission spéciale DD, Conseil Général de l'Environnement et du DD, INSEE
Catherine Larrieu	Directrice de la délégation au DD, commissariat général au DD, MEEDD
Claire Plateau	Adjoint au chef de département de la coordination statistique de l'INSEE
Corinne Prost	Département des études économiques d'ensemble, INSEE
Didier Blanchet	Rédac chef Economie et Stat., ex-Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, ex dir. département études économiques INSEE
Elisabeth Rocha	Associée et vice présidente du Bureau d'Informations et de Prévisions Economiques, coordinatrice du rapport
Etienne ROLLAND-PIEGUE	Directeur adjoint de l'économie globale et des stratégies du développement, Ministère des Affaires Etrangères
Françoise Coré	Rédactrice du rapport sur la pauvreté dans le monde, Institut de recherche ATD quart monde
Grégoire Postel-Vinay	Chef de la Mission Stratégie, Ministère de l'Economie et des Finances
Grégory Marlier	Chargé de mission auprès de l'Association des Régions de France, Région Nord-Pas-de-Calais
Guillaume Mordant	Adjoint au chef de service du commissariat général au DD, service de l'observation des statistiques, MEEDD
Jean Gadrey	Economiste ex-Université de Lille, ex-membre commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, Co-président FAIR
Jean-Paul Besset	Député européen, membre de la commission affaires économiques et monétaires, ex-rédacteur en chef du Monde
Jennifer Wallace	Chef de projet Carnegie UK, partenaire de l'IPPR sur l'étude des indicateurs complémentaires au PIB en France
Katie Schmuecker	Directrice associée, l'Institute for Public Policy Research, réalisant une étude sur l'utilisation des indicateurs en France
Marco Mira d'Ercole	Chef de la division "Statistiques auprès des ménages et mesure du progrès", OCDE
Michel Duée	Chef de la division Conditions de vie des ménages, INSEE
Monica Brezzi	Cheffe de l'unité régionale statistique, OCDE
Myriam Cau	VP région Nord-Pas-Calais en charge du DD, de la démoc. particip. et de l'évaluation, coordonne le projet de l'ARF
Pascal Douard	Haut fonctionnaire, Ancien Adjoint de la Délégation au Développement Durable, MEEDD
Paul Schreyer	Statisticien en chef adjoint, OCDE
Philippe Le Clézio	Secrétaire confédéral CFDT Service protection sociale, Pdt de la commission de concertation sur les indicateurs de DD
Pierre Joly	Secrétaire Général, Conseil d'Analyse Economique
Romina Boarini	Economiste Senior, Cheffe du département de mesure du bien-être et du progrès, OCDE
Tim Clode	Development Strategy, Regional and World Conferences, Regional Networks, OCDE
Valery Lemaître	Adjoint au chef de bureau de la SNDD, Commissariat Général au DD, MEEDD
Assemblée Nationale / Sénat	+ 12 entretiens courts avec député(e)s et sénateurs/trices du Parlement français

**ANNEXE 2**  
-  
**REMERCIEMENTS**

*La Fabrique Spinoza remercie chaleureusement les personnes et institutions suivantes pour leurs contributions au présent rapport via leur expertise, apport d'idées, rédaction, relecture, regard critique, soutien, ou autres :*

Mohand Akli-Bouzidi, le All-Party Parliamentary Group on Well-Being,

l'Assemblée Nationale, the British House of

Lords, le Cabinet du Premier Ministre Britannique, Fanny Bronès, Franck

Cédric-Ngo-Maké, Arthur Cheysson, Margot

Clavier, le Conseil d'Analyse Economique, le Conseil Economique, Social et

Environnemental, Aurélie

Delatte, l'Ecole Centrale Paris, Anissa Eprinhard, Ramin Farhangi, le

Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse, Benjamin Freyd,

Alexandre Jost, Quentin Lagadec Dittrich, Saphia Larabi, Elsa Levy-Cado,

Ayoub Morsad, Maxime Pelletier, Matthieu Pessonier, Stéphanie

Prudent, Nathanaël Ramos, Lord Richard Layard, Sciences Po Paris,

Charles Sellen, le Sénat, Damien Soupart, Nathan Stern, Alexandre Tissot,

Yacine Yacoubi.

## ANNEXE 3

# LES PRINCIPES IDÉOLOGIQUES SOUS-JACENTS AU SYSTÈME SUISSE D'INDICATEURS « MONET »

### Solidarité sociale

#### 1 Principe général

##### **1a Garantie des droits de la personne humaine**

Chaque individu a le droit de vivre dans la dignité et le droit à l'épanouissement de sa personnalité. La démocratie, le droit et la diversité culturelle sont garantis.

##### **1b Limites de la liberté individuelle**

L'épanouissement de la personnalité ne doit pas se faire aux dépens de la dignité d'autres personnes appartenant aux générations présentes et à venir.

#### 2 Conditions de vie objectives

##### **2a Satisfaction des besoins**

La satisfaction des besoins existentiels de la population doit être assurée à long terme. La population doit disposer d'une certaine marge de manœuvre pour assurer la couverture des besoins matériels et immatériels qui vont au-delà des besoins existentiels.

##### **2b Promotion de la santé**

La santé de l'être humain doit être préservée et favorisée.

##### **2c Lutte contre la pauvreté**

Une vie dans la dignité exclut tout état de pauvreté. Chaque individu vivant dans l'indigence bénéficiera de prestations de solidarité adaptées.

#### 3 Conditions de vie subjectives

##### **3a Satisfaction et bonheur**

Les possibilités pour les générations présentes et à venir de mener une existence satisfaisante et de trouver le bonheur doivent être préservées et favorisées.

##### **3b Développement compatible avec le bien-être**

L'évolution socio-économique et les modifications de l'environnement ne doivent pas se faire aux dépens du bien-être physique et psychique de l'individu.

#### 4 Répartition équitable, égalité des chances

##### **4a Interdiction de toute discrimination**

Personne ne doit être victime de discrimination en raison de ses qualités visibles ou invisibles.

**4b Égalité des chances et répartition équitable** Chaque individu doit avoir les mêmes droits et les mêmes chances. Il s'agit de viser une répartition plus équitable des ressources conduisant au bien-être.

##### **4c Intégration des défavorisés**

L'intégration de groupes de population ou de régions défavorisés dans la vie économique, sociale, culturelle et politique doit être encouragée.

#### 5 Renforcement de la cohésion sociale

##### **5a Compréhension entre les personnes et les cultures**

Compte tenu du fait que le fonctionnement et la survie de la société dépendent essentiellement de la solidarité existant entre ses membres, il faut encourager les échanges et la compréhension entre les individus et les groupes.

### **5b Participation sociale et politique**

La participation sociale et politique doit être encouragée.

## 6 Solidarité internationale

### **6a Coopération au développement**

Un développement mondial juste doit être encouragé. Cela implique de combattre les inégalités existant à l'échelle de la planète. Dans cette perspective, il est primordial de lutter contre la pauvreté et de soutenir, en particulier, les pays, régions et groupes de populations les plus défavorisés.

### **6b Promotion de la paix et de la démocratie**

La coexistence pacifique des peuples et des nations, le respect des droits humains et des structures démocratiques doivent être encouragés.

## 7 Développement et préservation du capital humain

### **7a Développement du capital humain**

Le savoir collectif et l'héritage socio-culturel doivent être encouragés et enrichis durablement.

### **7b Liberté d'opinion et liberté de l'information**

La libre circulation de l'information, la liberté d'opinion et d'expression sont garanties.

### **7c Encouragement de la capacité d'apprendre**

La capacité à communiquer et à traiter des informations doit être encouragée.

**7d Environnement favorable aux enfants** Les enfants et les jeunes notamment doivent pouvoir vivre dans un environnement ouvert, motivant, qui leur offre des perspectives d'avenir.

## Efficacité économique

## 8 Principe général

### **Ordre économique au service du bien commun**

Le système économique doit satisfaire véritablement et efficacement les besoins de l'individu et de la société. L'ordre économique doit être aménagé de manière à encourager l'initiative individuelle, mais aussi à mettre l'intérêt personnel au service du bien commun, de telle sorte que le bien-être des générations présentes et futures soit assuré.

## 9 Système économique

### **9a Economie de marché**

Les échanges de biens et de services sont régis par les principes de l'économie de marché. Des interventions se justifient lorsque le marché ne remplit plus son rôle ou qu'on a affaire à des biens présentant un intérêt public prépondérant (biens méritoires).

### **9b Vérité des coûts et principe du pollueur-payeur**

Les prix doivent refléter la disponibilité des ressources naturelles, des facteurs de production, des marchandises, des services et des coûts externes. Le principe du pollueur-payeur doit être

appliqué de manière systématique, sauf pour les biens présentant un intérêt public prépondérant.

### **9c Interventions conformes au système**

Pour toute intervention sur le marché, il faut recourir aux instruments de l'économie de marché.

## 10 Efficacité et compétitivité

### **10a Promotion de l'efficacité économique**

L'efficacité économique d'une société et son capital productif, social et humain doivent être à tout le moins préservés au fil du temps. Ce capital ne devrait pas seulement croître quantitativement, sa qualité devrait aussi constamment être améliorée.

### **10b Ordre économique favorable à l'innovation et à la concurrence**

Les conditions de l'économie de marché devraient être aménagées de telle manière que les innovations soient encouragées et qu'on puisse maintenir les marchés en état de fonctionner, voire améliorer constamment leur fonctionnement. La compétitivité et la qualité de la place économique doivent être maintenues et améliorées.

### **10c Encouragement de la recherche**

La recherche et le développement allant dans le sens du développement durable doivent être encouragés.

### **10d Limitation de l'endettement public**

L'endettement des ménages publics ne doit être possible que dans la mesure où il ne met pas en péril la possibilité, pour les générations futures, de couvrir les besoins des individus et de la société

## 11 Flexibilité et stabilité

### **11a Prévisibilité des changements du système**

Les conditions de l'économie doivent être aménagées de manière à favoriser la prise en compte du long terme et de manière à faciliter l'évolution sociale nécessaire pour faire face aux défis à venir. Les nouvelles mesures doivent être prévisibles.

### **11b Rapidité des changements ne mettant pas en péril la paix sociale**

Ni la rapidité ni la lenteur des changements économiques ne doivent mettre en péril la paix sociale.

## 12 Production et consommation de biens et de services

### **12a Production compatible avec l'environnement**

Les charges et risques environnementaux des entreprises doivent être minimisés, leurs flux de matière et d'énergie doivent être optimisés.

### **12b Consommation sociale et compatible avec l'environnement**

La consommation de biens et de services doit répondre à des critères d'équité et de respect de l'environnement.

### **12c Information transparente des entreprises et des consommateurs**

Au sein et en dehors des entreprises, il convient de mettre en place des systèmes d'information (ou de management environnemental) permettant d'assurer autant que possible une production et une consommation durables.

## 13 Emploi

## **Emploi valorisant et permettant de gagner sa vie**

Le système économique doit permettre aux personnes qui souhaitent exercer une activité professionnelle de trouver un travail valorisant qui leur permette de subvenir à leurs besoins.

### 14 Commerce international

#### **14a Commerce mondial compatible avec les besoins sociaux et l'environnement**

Le commerce multilatéral doit favoriser une utilisation parcimonieuse des ressources naturelles, l'encouragement de technologies permettant une exploitation plus rationnelle des ressources écologiques ainsi que la justice sociale

#### **14b Commerce multilatéral utile à tous**

Le système commercial multilatéral doit favoriser la couverture des besoins individuels et sociaux d'une nation sans que celle d'autres nations s'en trouve affectée.

## **Responsabilité écologique**

### 15 Principe général

#### **15a Sauvegarde des ressources naturelles**

Les ressources naturelles doivent être sauvegardées durablement et les dommages existants réparés.

#### **15b Sauvegarde de la biodiversité**

La nature doit être sauvegardée dans sa diversité dynamique.

### 16 Utilisation des ressources

#### **16a Limitation de l'utilisation des ressources renouvelables**

Les ressources renouvelables doivent être utilisées en deçà de leur niveau de régénération.

#### **16b Limitation de l'utilisation des ressources non renouvelables**

L'utilisation des ressources non renouvelables doit être maintenue à un niveau ne dépassant pas celui du potentiel de développement des ressources renouvelables.

### 17 Déchets et substances

#### **17a Limitation des déchets biodégradables et des polluants**

La charge environnementale occasionnée par les déchets et polluants dégradables doit être minimisée. La pollution ne doit en aucun cas dépasser le seuil d'absorption des écosystèmes.

#### **17b Arrêt des émissions de polluants non biodégradables**

Les émissions de polluants non dégradables doivent être évitées dans la mesure du possible.

### 18 Risques

#### **18a Compensation écologique**

Chaque atteinte à la nature doit être compensée par des mesures préservant la diversité biologique ainsi que la qualité des biotopes et les liaisons entre eux.

#### **18b Minimisation des risques écologiques**

Il ne faut tolérer les risques d'accidents ayant des répercussions à grande échelle sur l'être humain et la biosphère que dans la mesure où ils n'entraînent pas de dégâts persistant plus d'une génération, et ce même en cas de sinistre total.

#### **18c Précaution en cas d'incertitude**

Quand il y a risque de perturbations graves ou irréversibles, il importe de prendre des mesures de précaution, même en l'absence de certitude scientifique absolue à propos de ce risque.

#### 19 Rapidité des changements

##### **Respect de la durée des processus naturels**

Les atteintes anthropogènes sur la nature doivent laisser assez de temps à l'environnement pour y réagir par des processus naturels.

#### 20 Paysages naturels et cultivés

##### **Paysages naturels et cultivés convenables**

L'aménagement du cadre de vie naturel de l'être humain doit s'inspirer des droits humains. L'être humain doit pouvoir vivre dans des paysages naturels et cultivés convenables.

## ANNEXE 4

### L'INITIATIVE BELGE

Le gouvernement Belge prévoit dans le cadre de sa « Dynamique transversale » de : “Développer, en concertation avec les partenaires sociaux, les autres Régions, le niveau fédéral et les instances internationales concernées, des indicateurs qui permettent de mesurer le développement humain et l’empreinte écologique, afin de guider et d’évaluer l’action du Gouvernement, en complément du PIB.” La note d’orientation adoptée par le gouvernement du 26 mai 2011 déclarait la nécessité de développer des « indicateurs phares » susceptibles de rivaliser avec le PIB, la volonté de ne pas se satisfaire de l’IDH et de l’empreinte écologique déjà existants, la volonté d’assurer une large diffusion et publicité de ces indicateurs. Cette note définissait les grandes étapes suivantes : 1. Élaboration par l’IWEPS (Institut Wallon de l’Evaluation, de la Prospective et de la Statistique) d’une première liste d’indicateurs, 2. Contribution d’un groupe de travail expert pour étoffer, commenter la liste précédente, 3. Processus participatif citoyen court, 4. Décision sur les indicateurs choisis.

#### A/ Élaboration par l’IWEPS d’une première liste d’indicateurs

La liste initiale d’indicateurs construite pour examen est la suivante :

1. PIB et comptabilité nationale (PIB, PIB basé sur le revenu net), 2. PIB vert, 3. Index of Sustainable Economic Welfare (ISEW), 4. Genuine Progress Indicator (GPI = Indicateur de Progrès Véritable IPV), 5. Epargne véritable (EV - Genuine Savings - Banque Mondiale), 6. Indice du bien-être économique, Osberg et Sharpe (Canada), 7. Empreinte écologique et biocapacité (EE), 8. Empreinte carbone, 9. Environmental Performance Index (EPI), 10. Indice planète vivante (IPV), 11. Indicateurs de développement humain (IDH) du PNUD, 11. Indicateur de développement humain (Indicateur de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI), Indicateur des inégalités de genre (IIG), Indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM), PNUD et Université d’Oxford), 12. Déclinaisons infrarégionales et locales de l’indicateur de développement humain, 13. Indicateurs de développement durable, PNUD, 14. Indice canadien du mieux-être (ICME), 15. Indice de Bien-être des Nations, Prescott-Allen, 16. Happy Planet Index, New Economic Foundation (NEF), 17. Indicateur de qualité du développement régional, Sbilanciamoci – Italie, 18. Indice de Bonheur National Brut – Bhoutan, 19. Baromètre des inégalités et de la pauvreté - BIP40, France, 1.20. Indicateur de santé sociale américain (ISS), Miringoff – Fordham Institute for Innovation in Social Policy, 21. Indicateur régional de santé sociale français (Florence Jany-Catrice et Rabih Zotti – CLERSE, Université Lille1, France), 22. Taux de sécurité démarchandisée (TSD), Georges Menahem, France, 23. Indice de déprivation matérielle, 24. Indice du « Vivre Mieux » « Better Life Index » OCDE, 25. Indicateurs concertés de bien-être et de progrès sociétal aux niveaux local et régional wallon, IWEPS, 26. Indicateurs WellBeBe bis, 27. Indicateurs Agenda 21 Nord-Pas-de-Calais et Midi-Pyrénées

#### B/ Contribution d’un groupe de travail expert pour étoffer, commenter la liste précédente

Les indicateurs de la liste ont ensuite été passés en revue par les experts à l’aune des critères suivants : opérationnalisation, pertinence, transparence, comparabilité, sensibilité,

complémentarité, champ d'application, reconnaissance scientifique, reconnaissance sociétale, pertinence politique, utilisation/diffusion, communicabilité, éthicité.

### C/ Processus participatif citoyen court

Sur la base de l'analyse de plusieurs expériences examinées dans le cadre du projet de l'IWEPS sur le développement d'indicateurs complémentaires au PIB, 18 dimensions sont retenues à soumettre au choix de priorité des citoyens :

1. Equilibres économiques, 2. Equilibres sociaux, 3. Santé, 4. Education, formation et compétences, 5. Niveau de vie, 6. Logement, 7. Emploi/travail, 8. Mobilité pour tous, 9. Environnement et cadre de vie, 10. Utilisation du temps, 11. Gouvernance, 12. Epanouissement social et culturel, 13. Egalité des chances, 14. Equité et justice, 15. Engagement civique et citoyenneté, 16. Equilibre personnel, 17. Bien-être subjectif, 18. Spiritualité, philosophies et religions

Ces différentes dimensions ont été présentées via un site-web [www.indicateurswallonie.be](http://www.indicateurswallonie.be) :

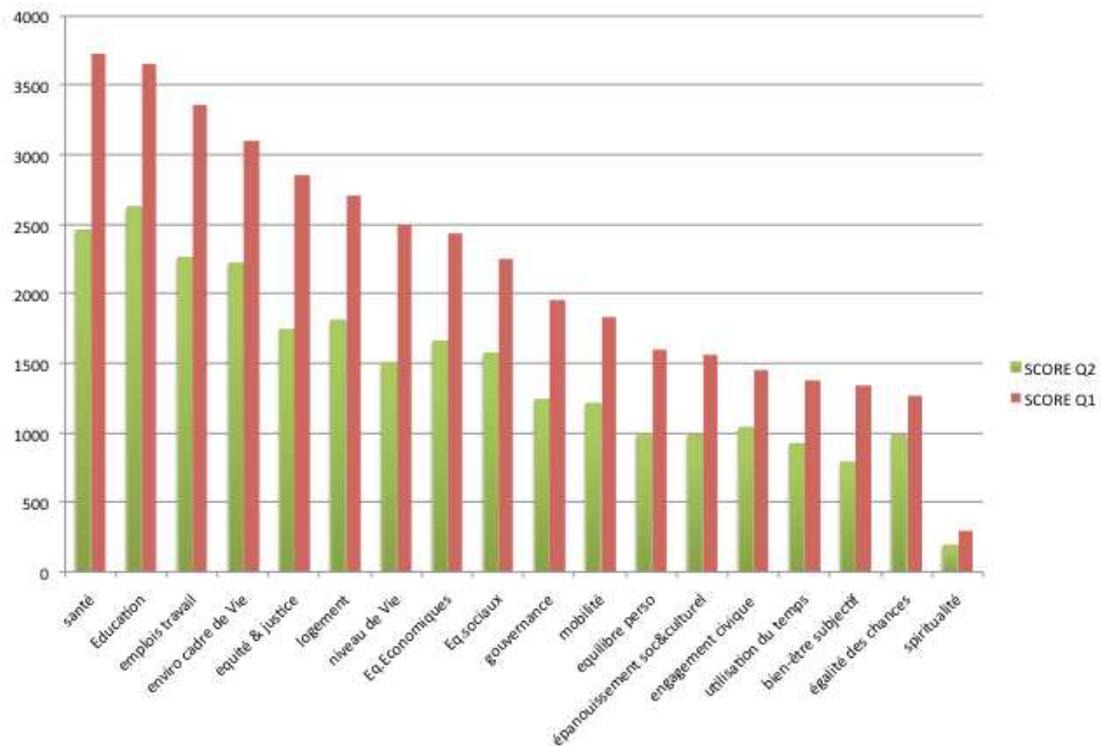


Ce site a rassemblé plus 2800 réponses entre le 24 avril et le 30 mai.

Deux questions furent posées :

- Q1 : « Parmi les 18 dimensions proposées quelles sont, selon vous, les 10 plus essentielles à prendre en compte afin de guider et d'évaluer l'action du gouvernement ? »
- Q2 : « **En prenant en compte les générations futures**, parmi les 18 dimensions proposées quelles sont, selon vous, les 10 plus essentielles à prendre en compte afin de guider et d'évaluer l'action du gouvernement ? »

Les résultats obtenus furent les suivants :



#### D/ Décision sur les indicateurs choisis

Prenant en compte l'analyse de la liste d'indicateurs de départ par les experts, puis s'assurant qu'au moins 9 dimensions prioritaires pour les citoyens étaient prises en compte par les indicateurs, les 4 outils phares retenus ont été – en attente de validation officielle le 15 octobre 2012 :

1. l'Indice de Situation Sociale (ISS),
2. l'Indice de Bien-Être (IBE),
3. l'Empreinte Ecologique (EE)
4. l'Indice de Santé de l'Environnement (ISE).

## ANNEXE 5

### L'INITIATIVE BRITANNIQUE : ZOOM MÉTHODOLOGIQUE

#### **Phase I: débat national sur "Measuring What Matters" (nov 2010 --> avril 2011)**

- Débat national commandité par le premier ministre David Cameron le 25 novembre 2010
- 5 questions pour animer le débat :
  - Quelles sont les choses de la vie qui vous importent ?
  - Parmi ce qui vous importe, lesquelles devraient être reflétées dans les mesures du bien-être national ?
  - Selon vous, lesquels des ensembles d'information suivants aident, d'une part à mesurer le bien-être national et d'autre part à déterminer dans quelle mesure la vie au Royaume-Uni évolue au fil du temps ?
  - Laquelle des voies suivantes serait la meilleure pour représenter le bien-être national ?
  - Comment utiliseriez-vous les mesures du bien-être national ?
- 175 évènements organisés impliquant 7.250 personnes, incluant les groupes suivants : Chercheurs et étudiants, personnes vivant dans des logements protégés, œuvres de charité, personnes avec des problèmes de santé, groupes de personnes handicapées, groupes religieux, employeurs, retraités, minorités ethniques, écoliers, patients et soignants d'hôpitaux, experts du bien-être, d'autres ministères, jeunes parents adultes, incluant les mères en difficulté, les jeunes atteints de problèmes de santé mentale.
- 7.900 personnes ont rempli le questionnaire en entier (soit pendant les événements, soit en ligne) : pour ceux qui avaient moins le temps, possibilité de donner un avis bref par écrit (34.000 avis récoltés)
- Livrable: un rapport de 27 pages en 4 chapitres : [voir le rapport](#)
  - 1. Qu'est ce que le bonheur national ?
  - 2. Pourquoi mesurer le bien-être national et qui utilisera ces mesures ?
  - 3. Mesurer le bien-être national
  - 4. Partenariats et prochaines étapes

#### **Phase II: travail d'experts orchestré par l'ONS pour élaborer un système d'indicateurs sur la base des orientations de la phase I (avril 2011 --> octobre 2011)**

- Livrable : Mesurer le Bien-Être National – Document de travail sur les domaines et mesures : [voir le document](#)
- Un rapport pédagogique de 34 pages, incluant des tableaux pour consulter les données des indicateurs proposés

#### **Phase III: consultation nationale pour recueillir les avis des citoyens et des partenaires sur le travail de la phase II (novembre 2011 --> janvier 2012)**

Utilisation d'un formulaire pour recueillir les avis: [voir le formulaire.](#)

**Phase IV: travaux de l'ONS pour affiner le système d'indicateurs et continuer de le tester avec les partenaires (février 2012 --> mars 2012)**

Les partenaires consultés incluent

- Les décideurs
- Les initiatives internationales
- Le public et les media
- Les pouvoirs locaux
- Les entreprises
- Les universités et les centres de recherche
- Les organismes de bienfaisance, organisations bénévoles et autres du troisième secteur

**Phase V : Avril 2012 et après: publication des mesures sur un site web dédié de l'ONS, avec des améliorations progressives en utilisant des consultations régulières avec les citoyens, partenaires et initiatives internationales.**

## ANNEXE 6

-

### FICHES INDIVIDUELLES DE NOUVEAUX INDICATEURS

Les indicateurs ci-dessous sont détaillés sur le site <http://www.beyond-gdp.eu/> et accessibles de manière compilée en [un document pdf au lien suivant](#). Cette liste n'est pas exhaustive mais présente des initiatives mises en avant par l'Union Européenne.

- Adjusted Net Saving (ANS) \_\_\_\_\_ Page 1
- Capability Index \_\_\_\_\_ Page 5
- Comparing welfare of nations \_\_\_\_\_ Page 9
- Core set of indicators \_\_\_\_\_ Page 13
- Corruption perceptions index \_\_\_\_\_ Page 18
- Ecological footprint \_\_\_\_\_ Page 22
- Environmentally Sustainable National Income (eSNI) \_\_\_\_\_ Page 27
- EU set of Sustainable Development Indicators (SDIs) \_\_\_\_\_ Page 42
- European Benchmark Indicators (EBI) \_\_\_\_\_ Page 47
- Genuine Progress Indicator (GPI) \_\_\_\_\_ Page 51
- Happy Life Years (HLY) \_\_\_\_\_ Page 56
- Happy Planet Index \_\_\_\_\_ Page 61
- Human Development Index (HDI) \_\_\_\_\_ Page 66
- Index of Individual Living Conditions \_\_\_\_\_ Page 72
- Regional Index of Sustainable Economic Well-Being (R-ISEW) \_\_\_\_\_ Page 76
- JFS Sustainability Vision and Indicators \_\_\_\_\_ Page 80
- MDG Dashboard of Sustainability \_\_\_\_\_ Page 82
- Millennium Development Goals Index \_\_\_\_\_ Page 86
- National Accounts of Well-Being \_\_\_\_\_ Page 88